

# les dossiers de l'IFEA

série : la Turquie aujourd'hui no: 27

## **Regard sur les relations turco-russes** **De la rivalité dans un monde bipolaire à la** **coopération dans un monde eurasiatique ?**

Mitat ÇELİKPALA  
Jean MARCOU



INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES  
GEORGES DUMÉZIL  
USR 3131 CNRS  
Istanbul, 2020

---

# Regard sur les relations turco-russes

*De la rivalité dans un monde bipolaire à la coopération dans un espace eurasiatique ?*

**Jean Marcou et Mitat Çelikpala**

---

DOI : 10.4000/books.ifeagd.3163  
Éditeur : Institut français d'études anatoliennes  
Lieu d'édition : Istanbul  
Année d'édition : 2020  
Date de mise en ligne : 24 avril 2020  
Collection : La Turquie aujourd'hui  
ISBN électronique : 9782362450815



<http://books.openedition.org>

## Référence électronique

MARCOU, Jean ; ÇELIKPALA, Mitat. *Regard sur les relations turco-russes : De la rivalité dans un monde bipolaire à la coopération dans un espace eurasiatique ?* Nouvelle édition [en ligne]. Istanbul : Institut français d'études anatoliennes, 2020 (généré le 12 janvier 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/ifeagd/3163>>. ISBN : 9782362450815. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.ifeagd.3163>.

---

Ce document a été généré automatiquement le 12 janvier 2021.

© Institut français d'études anatoliennes, 2020  
Conditions d'utilisation :  
<http://www.openedition.org/6540>

Ce dossier a pour objet les relations turco-russes qui, depuis la période post-bipolaire, ont suivi un cours instable fait de rapprochements spectaculaires mais aussi de crises qui sont allées, au moins une fois, jusqu'à la rupture. Au cours des trois décennies qui ont suivi la guerre froide, en dépit de cette inconstance, c'est bien une convergence croissante qui s'est affirmée. Marquée par un ensemble d'initiatives politiques, économiques et culturelles, ces dernières ont permis d'institutionnaliser les rapports entre les deux pays. Les relations économiques et notamment le commerce des hydrocarbures ont sans doute contribué au renforcement des rapports turco-russes. Cependant, on constate que la démarche qui a longtemps consisté à privilégier la convergence d'intérêts économiques, pour faire oublier les divergences politiques et stratégiques, est désormais révolue. La coopération qui s'est reconstruite entre les deux pays après l'épisode pénible de 2015-2016 le montre bien, car des antagonismes demeurent.

## JEAN MARCOU

Professeur à Sciences Po Grenoble, France  
Chercheur associé à l'IFEA, Istanbul, Turquie  
[jean.marcou@iepg.fr](mailto:jean.marcou@iepg.fr)

## MITAT ÇELIKPALA

Professeur au département de relations internationales de l'Université Kadir Has,  
Istanbul, Turquie  
[mitat@khas.edu.tr](mailto:mitat@khas.edu.tr)

## SOMMAIRE

### ***Regard sur les relations turco-russes : de la rivalité dans un monde bipolaire à la coopération dans un espace eurasiatique ?***

Mitat Çelikpala et Jean Marcou

- 1- Aux origines d'une méfiance séculaire
  - 2- L'apprentissage de la coopération dans les années 1990
  - 3- Mutations politiques intérieures et recherche d'une nouvelle relation de coopération dans les années 2000
  - 4- Quelles perspectives politiques pour l'acquis d'une coopération énergétique forte ?
  - 5- La fragilité des relations turco-russes, révélée par la crise de 2015-2016
  - 6- La construction d'une nouvelle relation turco-russe
- En guise de conclusion...

# Regard sur les relations turco-russes : de la rivalité dans un monde bipolaire à la coopération dans un espace eurasiatique ?

Mitat Çelikpala et Jean Marcou

---

- <sup>1</sup> De la fin de l'URSS jusqu'à nos jours, les relations turco-russes sont apparues d'abord comme des relations bilatérales qui hésitaient entre conflits d'intérêts et rapprochements suspects, sans jamais réussir à atteindre une stabilité crédible<sup>1</sup>. De par leur position géographique, dans une zone qui s'étend de la mer Noire au Caucase et de l'Asie Mineure au Proche-Orient, les deux pays sont au cœur même de l'espace où peut être déployé le concept d'Eurasie. C'est la raison pour laquelle l'angle bilatéral est insuffisant pour envisager leurs relations. Une appréhension d'ensemble des relations turco-russes ne peut se concevoir ni hors du contexte international et régional contemporain, ni en l'absence d'une mise en perspective historique. La Russie a toujours joué un rôle majeur dans la conception des politiques extérieure et sécuritaire de la Turquie, ceci en raison de la puissance qu'elle représente et qui tend à être réaffirmée avec force depuis son implication dans le conflit syrien. De manière similaire, pour la Russie, même si la Turquie n'est qu'une puissance régionale, elle est un acteur, qui reste étroitement lié à l'Europe et aux États-Unis. Ceci explique d'ailleurs qu'un rapport empreint de rivalité issu de la période la guerre froide, bien qu'atténué, ait perduré dans les années 1990. Toutefois, depuis les années 2000, les deux voisins, avec de plus en plus d'insistance, se sont mis à envisager leurs relations sous l'angle de la coopération. Cette tendance témoigne sans doute d'une transformation profonde de la nature des liens du binôme turco-russe. Le sujet mérite d'autant plus réflexion que cette mutation est intervenue au moment même où les régimes politiques des deux pays connaissent des changements importants (arrivée et maintien de Recep Tayyip Erdoğan et de Vladimir Poutine au pouvoir). Car, force est de constater que parallèlement à ces changements politiques intérieurs, la coopération entre la Turquie et la Russie s'est accélérée dans les années 2000, et qu'elle a atteint une dimension

inédite, en s'institutionnalisant, voire en se traduisant par la levée réciproque de l'obligation de visas. Cette relation confiante a néanmoins été ébranlée par les événements qui ont suivi les printemps arabes, notamment la crise syrienne. En novembre 2015, la destruction par des F-16 turcs d'un avion russe Su-24 sur la frontière syrienne a semblé annihiler d'un coup plus d'une décennie de coopération patiemment négociée entre les deux voisins, mais elle a finalement été suivie non seulement d'une restauration rapide de leurs liens, mais aussi d'une accentuation de leur coopération réciproque. Comme l'on sait qu'en matière de politique étrangère les changements brutaux intervenant dans le cours des relations entre deux pays sont un indice de fragilité certaine, force est de constater que le rapprochement entre Moscou et Ankara, surprend par son caractère spectaculaire (convergence dans la crise syrienne, multiplication des sommets bilatéraux...) et par les domaines larges et sensibles qu'il concerne (énergie, armement...).

- 2 Pour percer l'énigme de la nature de cette relation, il faut bien sûr transcender son caractère bilatéral et voir si les deux pays ont choisi de systématiser leurs liens en leur apportant un ensemble de justifications dépassant le cours des aléas diplomatiques. Le fondement eurasiatique des nouvelles relations turco-russes est souvent invoqué pour étoffer leur consistance. Cette argumentation est le fait d'acteurs des politiques étrangères russes et turques, de conseillers de ces acteurs, mais aussi d'experts ou d'universitaires. Savoir si Turcs et Russes essayent réellement d'inscrire désormais leur coopération dans un espace eurasiatique, qu'ils entendent concevoir et influencer de façon sensible, peut être un bon moyen d'éprouver la solidité de la nouvelle relation turco-russe.
- 3 L'Eurasie au sens premier du terme renvoie certes à un ensemble immense, un supercontinent s'étendant de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, qui transcende largement le territoire de la Turquie et même celui de la Russie. Les deux pays ne peuvent avoir pour ambition de maîtriser ce supercontinent dans sa globalité, mais on peut concevoir que leurs politiques étrangères et leurs coopérations réciproques puissent avoir pour but de leur permettre de jouer un rôle de pivot, contribuant à la structuration d'un tel ensemble. Cet objectif, outre qu'il démontrerait qu'Ankara et Moscou sont parvenus à dominer leur rivalité, conforterait le caractère durable de leur convergence. Pour vérifier la pertinence d'une telle assise de la relation turco-russe, il convient, non seulement de voir si elle intervient dans le gouvernement des relations bilatérales, mais également d'observer si les deux parties ont une approche similaire, voire solidaire, des événements qui affectent l'ensemble eurasiatique.
- 4 Ce dossier essaye donc d'évaluer la fiabilité des derniers développements de la relation turco-russe contemporaine. S'articulant volontairement autour de six axes, il entend faire sentir à ses lecteurs l'inconstance qui a souvent été celle des rapports du binôme. Repartant des fondamentaux historiques et culturels négatifs de l'époque des empires et de l'embellie de l'entre-deux-guerres entre l'URSS et la Turquie kémaliste (1), il montre comment, au sortir de la guerre froide, les deux pays font un premier apprentissage inégal de leur coopération dans les années 1990 (2). Alors que dans les années 2000, des mutations politiques intérieures, de part et d'autre, semblent faire converger l'approche néo-ottomaniste turque et les postures eurasistes russes (3), l'article analyse l'approche très fonctionnaliste qui domine alors la relation des deux pays et qui pense qu'une coopération majeure dans le domaine de l'énergie peut estomper les différends politiques qui demeurent, voire favoriser un positionnement

commun dans l'espace eurasiatique (4). La fragilité politique des relations turco-russes révélée par la brouille consécutive au Su-24 abattu par l'aviation turque, en novembre 2015, vient néanmoins démentir cette vision optimiste (5). Partiellement préservé par les acquis antérieurs, la relation du binôme se reconstruit dès lors sur la base d'une coopération beaucoup plus stratégique, mettant en avant de grands projets d'infrastructure et la fourniture de matériels militaires sensibles (6). Mais est-ce suffisant pour affirmer que la Turquie et la Russie sont devenues un couple pivot solidaire dans l'espace eurasiatique, voire pour tout dire de véritables alliés ?

## 1- Aux origines d'une méfiance séculaire

- 5 Un bref panorama historique permet de mesurer l'ampleur de la méfiance qui a dû être surmontée après la fin du monde bipolaire. Historiquement, la poussée russe vers les mers chaudes est considérée comme l'une des principales causes du déclin de l'Empire ottoman. La lune de miel soviéto-kémaliste, qui suit la fondation de la Turquie moderne, est de courte durée. Après le deuxième conflit mondial, la guerre froide pousse la méfiance réciproque à son paroxysme.

### 1.1- Regard général sur l'histoire des relations entre Ottomans et Russes

- 6 Les relations turco-russes remontent à plus de cinq cents ans. Les représentants de la grande-principauté de Moscou et de l'Empire ottoman sont entrés en contact pour la première fois en 1492. L'histoire de ces liens est plus marquée par l'insécurité et la méfiance que par l'amitié et la coopération, car elle est dominée par une suite de désaccords et de conflits<sup>2</sup>. En réalité, les douze guerres<sup>3</sup> qui l'ont opposé aux Russes ont été pénibles pour l'Empire ottoman. Et même s'il ne les a pas toutes perdues, elles sont en fait l'une des raisons majeures de son déclin. Il n'est donc pas étonnant que le discours de la littérature turque sur la relation avec la Russie soit traditionnellement négatif. Il reflète un rapport de rivalité entre deux puissances où la Russie est perçue comme une menace d'agression permanente<sup>4</sup>.
- 7 Pourtant, au cours de la première période de leurs relations, durant les 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles, les dirigeants ottomans se sont peu intéressés à la Russie qu'ils méprisaient. Ils géraient les « affaires russes » par le biais du Khanat de Crimée, qui a constitué au nord de la mer Noire, jusqu'à la fin du 18<sup>e</sup> siècle, une sorte de marche protectrice de leur empire. Cette première approche a probablement empêché les Ottomans d'avoir une connaissance précoce et suffisante de la Russie. Cette méconnaissance explique sans doute que l'expédition d'Astrakhan en 1569, qui fut le premier conflit ottomano-russe, se soit terminée par une véritable catastrophe pour la Porte. Ce rapport conflictuel change de nature au 17<sup>e</sup> et surtout au 18<sup>e</sup> siècle, avec la pression permanente que l'Empire russe, en pleine ascension, se met à exercer sur la mer Noire, ses Détroits et la mer Méditerranée. Les relations ottomano-russes deviennent alors un élément central de la célèbre « Question d'Orient » qui domine les relations internationales jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle dans l'espace eurasiatique. L'Empire ottoman, qualifié d'« homme malade de l'Europe<sup>5</sup> », parce qu'en plein déclin, menace de céder face à cette poussée russe vers Constantinople et les Détroits<sup>6</sup>. Il reçoit dès lors le soutien des puissances européennes, notamment l'Angleterre et la France, inquiètes des prétentions russes. Londres et Paris,

pour défendre leurs intérêts propres plus que ceux des Ottomans, iront jusqu'à apporter à ces derniers une aide militaire lors de la guerre de Crimée (1853-1856). Cette configuration diplomatique et géopolitique cesse au cours de la période hamidienne<sup>7</sup>, qui voit l'Empire se rapprocher de l'Allemagne, avant de se ranger aux côtés des empires centraux pendant la Première Guerre mondiale<sup>8</sup>. Ce changement de donne voit l'Empire opposé, cette fois, à l'Angleterre et la France, mais aussi et toujours à la Russie, qui s'est entretemps alliée aux deux premières. Le début du premier conflit mondial est donc inéluctablement marqué par un affrontement entre les Empires ottoman et tsariste. Appelée parfois « Campagne du Caucase », il se solde au départ par de lourds revers des troupes ottomanes, notamment lors de la bataille de Sarikamış (décembre 1914-janvier 1915). Mais il est vrai qu'à la fin de la guerre, profitant de l'affaiblissement militaire russe consécutif à la Révolution de 1917, l'armée islamique du Caucase de Nuri Paşa contre-attaqua avec succès sur ce front oriental, et poussa jusqu'à Bakou, contribuant à rendre à la Turquie contemporaine Kars et les territoires voisins, qui ne redeviendront toutefois officiellement turcs qu'après une nouvelle guerre, à l'automne 1920, cette fois entre l'État moderne turc en cours de formation et la jeune et éphémère République d'Arménie.

- 8 Ces derniers développements de la Première Guerre mondiale et de leurs suites, croisant de surcroît la question arménienne, dans les toutes dernières années de l'Empire ottoman, ont conforté, dans l'histoire officielle et l'opinion publique turques, une image négative des Russes, le plus souvent réduits à l'appellation de « Moskof » et décrits comme « l'ennemi principal » ou « le grand voisin menaçant<sup>9</sup> ». La descente pluriséculaire de la « troisième Rome » vers les mers du sud et la « deuxième Rome », a contribué à faire de la Russie une puissance expansionniste, convoitant un large espace s'étendant de la mer Noire au Caucase, des Balkans à l'Europe de l'Est, et rêvant d'accéder à la Méditerranée. Mais l'histoire que nous avons brièvement retracée a également produit une image néfaste des Turcs en Russie. L'épopée ottomane, qui est le plus souvent, chez les Russes, confondue avec l'histoire turque et celle des Turcs, est aussi perçue comme un péril expansionniste, cruel et oppressif, associé au sac de Moscou par les Tatars de Crimée en 1571 ou à la domination des peuples slaves orthodoxes des Balkans par les Ottomans musulmans pendant cinq siècles. Dans les récits narratifs, le discours et l'inimitié ressentie prennent, là encore, une dimension religieuse, justifiant un combat pour contrôler et libérer un large espace eurasiatique chrétien que la Russie considère comme son terrain naturel d'expansion. En bref, pour les Russes, l'Empire ottoman est perçu comme le protecteur des communautés musulmanes, tandis que pour la Porte, l'Empire russe apparaît comme le protecteur des communautés chrétiennes, en particulier des communautés orthodoxes.
- 9 L'héritage le plus marquant laissé à la République de Turquie et à l'URSS, par les luttes incessantes entre les empires ottoman et russe, est la configuration démographique complexe, qui a résulté des migrations forcées consécutives dans des territoires immenses incluant l'Anatolie. Ce legs migratoire, encore ressenti par les populations anatoliennes contemporaines, entretiendra par la suite une hostilité réciproque profonde et durable.



## 1.2- Le rapprochement turco-soviétique dans l'entre-deux-guerres

- 10 Malgré ce passé conflictuel, les périodes de coopération entre les deux pays ne sont pas totalement inexistantes. Le rapport bilatéral post-impérial entretenu par les deux nouveaux États turc et russe, issus de la Première Guerre mondiale (la République de Turquie et la Russie soviétique) en est un bon exemple. L'esprit de coopération et de solidarité qui domine les relations des deux nouveaux partenaires, est favorisé par leur perception commune d'un Occident regardé comme capitaliste, colonialiste et impérialiste<sup>10</sup>.
- 11 Dans les années 1920 et 1930, que l'on peut considérer comme le point de départ des relations bilatérales turco-russes de l'époque contemporaine, on constate que les dirigeants de chacun des deux pays sont avant tout préoccupés par leurs questions intérieures respectives et l'avenir des régimes (kémaliste et soviétique) qu'ils viennent d'établir. Leur objectif principal, qui est de solidifier les fondations politiques de leurs systèmes respectifs, influence leur coopération. L'une de leurs priorités est de garantir leur intégrité territoriale, de mettre en place un ordre économique et politique viable, et enfin d'être acceptés et reconnus sur la scène internationale. Les accords de Moscou et Kars, le traité d'amitié et de neutralité turco-russe de 1925, signés durant cette période, ainsi que le regard similaire porté par les deux pays sur la situation internationale, montrent à tout le moins leur volonté d'oublier leurs différends antérieurs et d'insuffler de la confiance dans leurs relations mutuelles. Le traité d'amitié de 1925 notamment est élaboré dans une période où la Turquie a des relations difficiles avec plusieurs pays européens, qui sont sortis vainqueurs du premier conflit mondial : l'Angleterre qui a mis la main sur le vilayet de Mossoul, l'Italie qui a pris le contrôle du Dodécanèse, et la France qui est devenue puissance mandataire en Syrie (ce qui provoque des litiges frontaliers). Quoi qu'il en soit, les accords conclus avec l'URSS, au début des années 1920, permettent à la Turquie d'avoir son soutien, même si c'est de façon indirecte, dans le règlement de la « question arménienne », et de récupérer durablement des territoires orientaux que l'Empire des Tsars lui avait enlevés à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Dans un contexte donc où la jeune République de Turquie avait des relations encore incertaines avec plusieurs puissances majeures de l'époque, le fait pour elle de pouvoir avancer de manière constructive, aux côtés d'une autre puissance, était sans doute appréciable. De surcroît, il existe en Turquie, à cette époque, un vrai mouvement intellectuel, incarné notamment par la revue *Kadro* (qui prendra par la suite le nom de *Yön*), qui prêche non seulement pour une convergence internationale turco-soviétique, mais aussi pour l'avènement d'un régime kémaliste plus marqué à gauche ; un scénario que bien sûr Mustafa Kemal ne soutiendra pas, et combattrà même franchement, en faisant notamment interdire le parti communiste turc<sup>11</sup>.
- 12 Durant l'entre-deux-guerres, et jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, s'il n'y a pas de différend sérieux entre Turcs et Soviétiques, ceux-ci ne construisent pas pour autant une coopération structurée. Les Soviétiques ignorent la répression des organisations communistes conduite par le régime kémaliste, qui, pour sa part, fidèle à sa célèbre doctrine diplomatique « paix dans le pays, pays dans le monde », abandonne à leur sort les Turcs de l'extérieur dans l'espace eurasien (en particulier dans le Caucase et en Asie centrale). La convergence turco-soviétique est donc une accalmie, mais elle n'a pas d'espace ou d'objectif spécifique, durable et approfondi.

### 1.3 - Polarisation politique et rivalité stratégique pendant la guerre froide

- 13 Les différends sérieux qui font leur apparition pendant la Deuxième Guerre mondiale et juste après ce nouveau conflit confirment la fragilité de la convergence turco-russe de l'entre-deux-guerres. L'annonce par les Soviétiques, en mars 1945, à la Turquie que le traité d'amitié et de neutralité turco-russe de 1925 ne serait pas reconduit remet les relations du binôme sous tension. Les difficultés s'intensifient, à partir de 1946, lorsque Moscou demande une révision du statut des Détroits, et notamment une mise à jour de la Convention de Montreux, signée en 1936<sup>12</sup>. Ces événements s'accompagnent au même moment de revendications territoriales, concernant notamment Kars et Ardahan (voire d'autres provinces), qui ravivent le souvenir de la « question arménienne », en provoquant un retour rapide à la « méfiance » réciproque, à la fois dans le discours et dans le ressenti<sup>13</sup>. La Turquie, inquiète de l'accroissement de la puissance soviétique, à l'issue du deuxième conflit mondial, consolide ses relations politiques, économiques et militaires avec le monde occidental, en particulier avec les États-Unis qui en exercent désormais le leadership. Dès lors, dans la période qui suit, l'objectif prioritaire de la diplomatie turque est de devenir un membre permanent des institutions internationales du monde occidental. Mais il faut voir également que la méfiance turque à l'égard des Soviétiques s'intensifie en prenant une dimension idéologique. Dans le contexte de cette nouvelle menace russe, en effet, l'anticommunisme déjà ancien de l'État turc se double d'une hostilité ouvertement antisoviétique. À cette évolution géopolitique et idéologique s'ajoute au même moment une transformation politique sensible du régime fondé par Mustafa Kemal, avec la fin du système de parti unique, en 1946, puis la victoire du parti démocrate qui relègue les kémalistes dans l'opposition, en 1950. À l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, par peur d'une Union soviétique devenue surpuissante, la Turquie se tourne donc résolument vers les Occidentaux, en essayant de se convertir parallèlement au régime politique libéral. Dans les années 1950, en dépit de tendances qui s'emploient à raviver l'identité musulmane de la Turquie, les nouveaux dirigeants turcs adhèrent aux principales orientations du bloc occidental.
- 14 La polarisation du système international et l'adhésion de la Turquie à l'OTAN (1952) amènent ainsi Ankara à considérer à nouveau la Russie, même soviétique, comme une « ennemie ». Les Turcs s'éloignent rapidement des Soviétiques, tout en s'intégrant aux institutions sécuritaires occidentales, qui prônent une politique d'endiguement antisoviétique. Dans le cadre de la doctrine américaine du *containment*, ce processus aboutit à la conclusion du Pacte de Bagdad (1955) qui, sous parapluie britannique, essaye de rassembler les alliés des Occidentaux au Moyen-Orient (à l'époque outre la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan) dans une sorte d'OTAN orientale. Par cette alliance, Ankara tourne le dos aux pays qui dans la région s'opposent à l'impérialiste occidental et commencent à regarder vers Moscou (comme l'Égypte de Nasser).
- 15 Cette orientation diplomatique prend aussi une dimension politique avec le développement de la peur du communisme. Si bien que dans l'opinion publique turque s'installe un sentiment d'hostilité confondu de plus en plus fort envers les Russes, les Soviétiques et les communistes. Du point de vue russe, la Turquie est considérée comme l'une des lignes de front importantes avec le bloc occidental capitaliste, et la question d'une coopération avec elle n'est même plus soulevée. Durant cette période, il

n'est plus possible de parler de relations bilatérales turco-russes indépendantes, car la Turquie est devenue un poste avancé de l'OTAN. C'est d'ailleurs bien comme un rouage de la défense occidentale, aligné sur les positions américaines, et non comme une puissance régionale autonome qu'elle est perçue par les Soviétiques.

- 16 En conclusion, en dépit de l'embellie de l'entre-deux-guerres, qui avait vu les nouveaux États turc et russe, nés de la Première Guerre mondiale, se découvrir des affinités stratégiques et politiques, face aux ambitions des puissances occidentales, l'atmosphère de rivalité et de conflit, nourrie par la guerre froide, va dominer durablement la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle.

## 2- L'apprentissage de la coopération dans les années 1990

- 17 Encore affectée par cette rivalité profonde, la période qui suit la chute de l'URSS est d'abord considérée en Turquie comme l'opportunité de restaurer une zone d'influence turque de l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine, ouvrant des horizons à une politique étrangère active d'Ankara. Dans cette perspective, la Russie reste le plus grand obstacle pour la Turquie, qui par ailleurs demeure attachée à son alliance occidentale.

### 2.1- La fin du monde post-bipolaire et le rêve d'un monde turc de l'Adriatique à la Chine

- 18 Le remaniement des frontières et les nouveaux États, qui font leur apparition avec la fin de la guerre froide et la disparition de l'URSS, incitent Ankara à imaginer une géographie différente. Pour la Turquie, la chute des Soviétiques signifie bien sûr la fin d'une menace séculaire, la liquidation du pire ennemi, et la naissance d'une opportunité historique pour pouvoir restaurer une géographie turque, qu'il avait fallu ignorer pendant des années. Cette transformation n'indique pas, de surcroît, qu'une mutation dans la nature et la structure des relations du binôme, elle induit aussi parallèlement un changement fondamental dans la structure du système international. Avec la fin du monde bipolaire, une transformation se produit aussi dans le ressenti turc de menace russe séculaire. Dans une période où la menace soviétique a disparu et dans un espace où de nouvelles opportunités apparaissent, les décideurs turcs de l'époque pensent avoir une occasion unique de revoir la géopolitique de la Turquie. Cela les incite à redéfinir les relations de leur pays avec son voisinage<sup>14</sup>. Cette approche les conduit également à percevoir la Russie différemment dans l'espace international. La Russie n'est pas l'URSS, et la position de ce nouvel acteur dans les équilibres des puissances régionales et internationales doit être réévaluée. Mais pour la Turquie, cette situation différente signifie à la fois de nouvelles opportunités et de nouvelles menaces. On se demande, en effet, si le péril numéro un, depuis plusieurs siècles a réellement disparu. La question que l'on se pose, en particulier, pendant la période de transition, qui suit la guerre froide, est de savoir quelle est la conduite à tenir face à ce nouvel acteur que constitue la Fédération de Russie, puissance affaiblie, qui n'est plus la force qu'a été l'URSS sur la scène internationale. En outre, la Turquie redoute que la fin de la menace soviétique ne fasse décroître l'intérêt que ses alliés occidentaux entretenaient à son égard, et dont elle avait su tirer parti au cours des décennies précédentes<sup>15</sup>. Dans un

tel contexte, c'est malgré tout un sentiment de rivalité qui continue à dominer l'approche de la nouvelle Russie par la Turquie. L'idée d'établir une relation amicale, différente et donnant la priorité à la coopération avec ce « nouvel » acteur arrivé subitement sur la scène internationale, ne vient encore à l'esprit de personne.

- 19 Le thème dominant les politiques de l'après guerre froide est de s'assurer une position avantageuse du point de vue géopolitique et stratégique, et de développer des relations plus particulièrement avec les républiques turciques qui ont fait leur apparition en Asie centrale et dans le Caucase. Au cours de cette période, se précisent des approches insistant sur l'importance géopolitique de la Turquie et notamment l'idée qu'elle peut être considérée comme un « modèle » par les anciennes républiques méridionales soviétiques<sup>16</sup>. Dès lors, même si les Occidentaux semblent séduits par ce projet, Moscou reste perçue comme un rival de taille pour appliquer ces politiques.
- 20 La première moitié des années 1990 est donc une période où la rivalité turco-russe demeure, marquée par les héritages du passé, et la conviction que la concurrence continuera à structurer le positionnement des deux États dans la géopolitique régionale. Cette approche va laisser place petit à petit à des efforts de coopération dans la deuxième moitié des années 1990. Mais, au cours de cette période de transition, il est intéressant d'observer que ces relations prennent une dimension nouvelle avec un approfondissement des échanges économiques et commerciaux, qui va déboucher sur une sorte de dépendance réciproque. En abandonnant, à cette époque, le charbon pour chauffer ses grandes villes (en particulier Ankara et Istanbul), la Turquie devient un gros importateur de gaz naturel. Dès lors, la question énergétique devient un élément déterminant des relations du binôme. Car si la Turquie a besoin d'importer du gaz, la Russie aura, pour sa part, de plus en plus besoin d'en vendre. Toutefois, les méfiances réciproques persistantes engendrent un sentiment d'insécurité qui empêche l'amitié et la coopération de s'étendre plus largement en englobant des sujets plus politiques et sécuritaires. Une série de problèmes anciens ou nouveaux hypothèquent l'établissement de relations plus confiantes entre les deux pays : le fait que la Russie ne se conforme pas au Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) dans le Caucase ; la multiplication de sujets de discorde dans le Caucase à propos du Haut-Karabakh, de la Tchétchénie, ou de l'Abkhazie ; le maintien des liens actifs de la Russie avec le PKK (établis à l'époque soviétique) ; la présence de bases militaires russes en Géorgie, en Azerbaïdjan et en Arménie et les initiatives de l'OTAN pour mettre en place des activités dans cet espace via la Turquie ; la livraison de missiles de défense aérienne S-300 russes à Chypre ; la domination de la flotte russe sur la mer Noire ; le développement des relations Iran-Russie. Au-delà de ces différents sujets spécifiques, les Détroits et les nouveaux couloirs énergétiques pétroliers et gaziers constituent des sources de problèmes potentiels dans les relations bilatérales des deux pays.
- 21 Mensür Akgün et Turan Aydın rendent bien compte de l'atmosphère qui prédominait à ce moment-là, lorsqu'ils écrivent :

La période allant de 1992 et 1997 a été une période où, la Turquie et de la Russie ont largement fait passer leurs intérêts communs et leurs profits commerciaux au second plan. Une rivalité fondée sur des motifs rapidement passés de mode a ainsi conduit à négliger les possibilités de coopération<sup>17</sup>.
- 22 Par « motifs rapidement passés de mode », les auteurs précités font allusion aux velléités de la Turquie, au lendemain de la guerre froide, d'intervenir dans un vaste espace s'étendant des Balkans à l'Asie centrale, en annonçant l'avènement « d'un grand

monde turc de l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine ». Ce projet géopolitique n'était d'ailleurs pas seulement celui des décideurs turcs. Les acteurs occidentaux, et plus particulièrement les États-Unis, poussaient alors la Turquie à devenir un *modèle* pour les nouveaux pays de l'Asie centrale et du Caucase, devenus indépendants, après la chute de l'Union soviétique<sup>18</sup>. L'opinion publique, prompte à adopter cette posture de grand frère et à ressentir la conscience diffuse d'un héritage historique à assumer, a tout de suite adhéré à ce discours fort sur le plan émotionnel<sup>19</sup>. Pourtant, passée une première attitude recherchant avant tout la dissolution définitive de l'URSS et dominée par le mot d'ordre « plutôt Moscou que Bakou », la Russie effectue, à partir de 1993, un retour dans le Caucase et en Asie centrale. Un peu comme cela s'était produit après la Révolution de 1917 et la Première Guerre mondiale – qui avaient vu le régime bolchévique laisser s'émanciper, dans un premier temps, les possessions méridionales de l'Empire tsariste, avant la création de l'URSS qui devait permettre la reprise en main de ces territoires par Moscou – la Fédération de Russie s'emploie à rétablir son contrôle sur des zones considérées comme faisant partie de « son étranger proche »<sup>20</sup>. Cette stratégie a même été appelée à cette époque « la doctrine Kozyrev », du nom du ministre des Affaires étrangères de Boris Eltsine (1990-1996)<sup>21</sup>. Ce retour russe entend empêcher l'avènement dans cet espace de nouveaux acteurs, comme l'Iran ou la Turquie, qui tentent de mettre à profit le vide créé par la disparition de l'URSS. Dès lors, on comprend qu'une rivalité réapparaisse dans les relations turco-russe à cette occasion, et ce avec d'autant plus de célérité qu'une méfiance séculaire existe en la matière.

23 En dépit du maintien de cette hostilité latente, paradoxalement on constate que se mettent en place simultanément entre les deux pays des relations commerciales et économiques importantes, jetant les fondements de liens durables et plus constructifs, qui vont servir de base à la coopération du binôme<sup>22</sup>. Ce réseau de rapports complexes constitue la base d'un « rapprochement virtuel » initiant un changement dans le discours, pour passer de la compréhension réciproque entre les deux pays à « une coopération multidimensionnelle ». Il y a là un rapprochement encourageant, notamment parce que les décideurs évitent les discours propres à provoquer des tensions<sup>23</sup>. Dans ce rapprochement virtuel, les parties reconnaissent en outre l'importance d'une coopération dans une série de domaines ; ce qui va les aider à identifier leurs intérêts communs. Par ailleurs, ils établissent des canaux de communication permanents, afin d'assurer la survie de relations durables en cas de crise soudaine. Cependant, dans l'esprit des élites politiques et de l'opinion publique, le sentiment de peur et la méfiance réciproque précédemment décrits, persistent encore de façon significative. C'est donc selon ce schéma de développement et sur des bases incertaines que se sont construites les relations bilatérales turco-russes dans les années 1990. Ainsi, il y a eu d'abord une coopération multidimensionnelle, puis l'élaboration d'une coopération stratégique a été possible.

24 La principale raison, expliquant que la méfiance mutuelle ait pu commencer à être transcendée, vient du sentiment similaire d'exclusion qu'ont pu ressentir, à cette époque, la Turquie et la Russie à l'égard du monde occidental, en de multiples occasions. Suat Kınıklioğlu soutient, en effet, que ce qui a rapproché les deux pays est le fait qu'ils se sont alors éloignés de l'Occident, ce qui a orienté et influencé ensuite durablement l'avenir des relations du binôme<sup>24</sup>. De manière similaire Fiona Hill et Ömer Taşpınar lient le rapprochement turco-russe à la gêne commune ressentie à l'égard des

politiques conduites, à ce moment-là, par les États-Unis<sup>25</sup>. Toutefois ces évaluations sont des facteurs significatifs périodiques, mais ne peuvent permettre d'expliquer, à elles seules, la transformation du cadre des relations bilatérales.

- 25 Si l'on considère le processus dans son ensemble, on peut dire que les relations économiques et commerciales sont la base des relations bilatérales et permettent une rapide diffusion à d'autres domaines de coopération. Les relations commerciales et économiques ont d'abord commencé de façon prosaïque avec le commerce à la valise (*bavul ticareti*)<sup>26</sup>, favorisé par les premiers accords signés dans les années 1990. Elles se sont ensuite développées avec les accords sur l'énergie, puis ont rapidement couvert d'autres domaines mettant en avant une coopération plus durable. En réalité, au début des années 1990 la question de l'énergie était, tout comme les autres sujets, considérée comme une question géopolitique stimulant la concurrence dans les relations bilatérales. Rappelons les efforts faits alors par les Occidentaux (et la Turquie) pour mener à bien un projet de transport d'évacuation des hydrocarbures de la mer Caspienne vers les marchés européens par une route évitant la Russie. À cet égard, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) et la question des Détroits liée de près à ce sujet (en d'autres termes le grand jeu des nouveaux couloirs énergétiques), ont constitué l'un des enjeux stratégiques les plus importants des cinq dernières années du 20<sup>e</sup> siècle. La question du tracé des pipelines illustre en fait le lien des relations turco-russes avec des politiques plus globales et continue de refléter une méfiance réciproque. Cependant, le fait que le gaz naturel soit devenu une source d'énergie vitale pour la Turquie, et que la Russie se positionne comme un partenaire fiable par excellence pour lui fournir cette ressource, a eu pour conséquence la mise en place d'un nouvel équilibre turco-russe entre concurrence et coopération. Les chiffres sont éloquentes. Lorsque l'on observe l'importation de gaz de la Turquie au travers des chiffres fournis par BOTAŞ<sup>27</sup>, on s'aperçoit que les importations de gaz de la Turquie, qui étaient inférieures à 500 millions de mètres cube en 1987, passent à 5 milliards de mètres cubes en 1994, puis dépassent 20 milliards de mètres cubes à la fin des années 1990<sup>28</sup>. Dans la mesure où son principal fournisseur de gaz est la Russie, la Turquie découvre un associé important, pouvant couvrir les besoins en énergie nécessaires à son économie en développement. La Russie, quant à elle, dispose avec la Turquie d'un marché en croissance rapide et d'un client solvable. Cette situation a permis d'établir une relation de dépendance réciproque durable dans le binôme, nous y reviendrons par la suite.

## 2.2- Concurrence et coopération turco-russe dans le nouvel espace eurasiatique post-soviétique

- 26 Les événements survenus dans la nouvelle Asie centrale, et l'adoption d'attitudes similaires à leur égard, sont des éléments d'actualité importants qui ont conduit les deux pays à passer de la concurrence à la coopération. En réalité, la Turquie, qui n'était pas vraiment sortie gagnante de la rivalité, voire des conflits qu'elle avait entretenus antérieurement avec la Russie, plus particulièrement dans l'espace eurasiatique, a de ce fait été incitée à remettre en cause sa perception habituelle d'une Russie menaçante datant de la guerre froide, qui était encore la sienne dans la première moitié des années 1990. À cette époque, les deux pays ont toujours une vision différente de leur rôle en Eurasie : alors que la Russie essaye de restaurer sa puissance dans un espace qu'elle a dominé, la Turquie tente d'investir ce territoire, en s'appuyant sur ses alliés

occidentaux. Cette divergence est la cause principale de l'atmosphère de rivalité qui domine encore les relations turco-russes, au sortir de la guerre froide.

- 27 L'une des premières explications du changement de stratégie de la Turquie vient sans doute de sa prise de conscience de l'insuffisance de ses capacités économiques, militaires et politiques à exercer un leadership véritable dans le nouvel espace eurasiatique. Elle manque cependant de spécialistes d'un monde avec lequel elle n'est plus en contact depuis le début des années 1920 et quand elle dispose de tels experts, il s'agit souvent de personnes ayant le plus souvent un engagement militant dans des formations politiques ayant une dimension panturquiste<sup>29</sup>. Dès lors, vouloir rivaliser avec la Russie, même affaiblie par la fin du monde bipolaire, sur des sujets comme le conflit du Haut-Karabagh, les guerres en Tchétchénie et la sécession de l'Abkhazie, a très vite relevé de la gageure, et amené Ankara à revoir ses ambitions à la baisse. Le tournant, en l'occurrence, est constitué par l'échec de la présidence d'Aboufaz Eltchibeï (1992-1993) en Azerbaïdjan, ce leader, proche d'Ankara dont les premiers succès politiques et militaires semblaient illustrer la pertinence d'une poussée turque vers le Caucase et en Asie centrale. Mais l'hypothèse téméraire d'une intervention militaire de la Turquie aux côtés de Bakou, dans la guerre du Haut-Karabagh, a rapidement été annihilée par la réaction russe qui laissa les dirigeants turcs sans voix, et que le Maréchal Yevgeny Chapochnikov formula ainsi : « Si la Turquie intervient aux côtés de l'Azerbaïdjan dans la guerre qui oppose l'Azerbaïdjan et l'Arménie, une troisième guerre mondiale éclatera »<sup>30</sup>. À la même époque, les autres velléités panturquistes d'Ankara, dans la zone, sont accueillies par le désintérêt, voire la méfiance, des républiques turciques, devenues indépendantes depuis la fin de l'URSS. La Turquie mesure ses limites face à la Russie et doit abandonner ses rêves de poussée vers la Grande Muraille de Chine.
- 28 En 1993, l'arrivée au pouvoir en Azerbaïdjan d'Heydar Aliyev, suite à la fuite d'Eltchibeï, au moment où la Géorgie est contrainte d'adhérer à la Communauté des États indépendants (CEI) par les menées russes soutenant notamment la sécession de l'Abkhazie, illustre en fait la restauration de l'influence prééminente de Moscou dans le Caucase. En septembre 1993, la première ministre turque de l'époque, Tansu Çiller, lors d'une visite officielle dans la capitale russe en prend acte et déclare : « Nous allons regarder le monde de la même fenêtre que les Russes ». Cette visite en Russie de Tansu Çiller marque la fin de l'approche active et concurrentielle adoptée par la Turquie envers la Fédération de Russie durant la période Özal, suite à la chute de l'URSS. Elle entérine le « constat de faillite » de la politique précédente<sup>31</sup>. En outre, le fait que la cheffe du gouvernement turc, lors de cette même visite ait rencontré pour la première fois, qui plus est à Moscou, Heydar Aliyev, qui venait de prendre le pouvoir en Azerbaïdjan, a reflété symboliquement l'acceptation par Ankara de la domination de Moscou dans la zone. Désormais, pour la Turquie, la route allant de Bakou à l'Eurasie passe par Moscou<sup>32</sup>. Le discours qui voyait la Turquie agir librement de l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine doit revenir à des ambitions plus réalistes. Les Turcs ne sont pas exclus de cet espace, mais à la différence de ce qu'ils avaient imaginé initialement, ils ne peuvent y concevoir d'activités qu'en coopération avec la Russie.
- 29 La question kurde a joué également un rôle non négligeable dans ce recul turc et dans l'apparition d'un discours plus conciliant avec la Russie. En Turquie, les années 1993-1994 sont, en effet, celles d'une montée en force de la guérilla du PKK. Soutenant cette organisation rebelle depuis la période soviétique, la Russie utilise dès lors cette



carte de manière active et intensive pour intimider la Turquie. Face à ce qu'elle considère comme une ingérence turque dans la Caucase, la Russie répond en s'impliquant dans la question kurde, sujet politique sensible, s'il en est, pour Ankara. Ainsi autorise-t-elle, en février 1994, l'organisation à Moscou d'une conférence intitulée « Histoire du Kurdistan », par le Comité du Kurdistan et le Front de Libération du Kurdistan, émanations du PKK. Elle consent par ailleurs à l'ouverture d'une Maison kurde à Moscou et, à la fin de la même année, permet au *parlement kurde en exil* de faire une réunion au sein de la Douma d'État. Le fait que la Turquie soit ainsi mise sous pression présente le risque de fait de raviver, au moins au sein de l'opinion publique, l'idée que la Russie est l'ennemi historique<sup>33</sup>. Mais les Russes s'emploient par ailleurs à calmer le jeu après avoir soufflé sur les braises. Leur ambassadeur à Ankara à l'époque, Albert Tchernychev, appelle ainsi significativement à la raison au même moment :

Nos pays doivent instaurer une confiance réciproque. Je parle d'une confiance d'un niveau supérieur et ces paroles ne doivent pas rester que des mots. Nous devons nous regarder dans les yeux, nous devons nous faire confiance... La Turquie et la Russie sont dans le même bateau, si le bateau coule nous coulons ensemble<sup>34</sup>.

- 30 Dans un tel contexte, la lutte contre le terrorisme va opportunément devenir un élément important de la relation entre les deux protagonistes, incitant au changement réciproque d'attitude. De la signature du *Protocole pour lutter contre le terrorisme*, en 1995, et du *Mémorandum relatif à la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme*, en 1996, on peut déduire que les deux parties s'abstiendront d'ingérences dans leurs espaces respectifs, et continueront à lutter contre ce qu'elles considèrent comme leurs propres problèmes de terrorisme : la rébellion Tchétchénie, d'une part, la guérilla kurde, d'autre part.
- 31 En bref, à partir de la fin des années 1990, le ressenti et le discours mettant en avant la rivalité commencent à changer peu à peu, sous l'effet de plusieurs facteurs : l'accélération des relations commerciales et économiques, la perception d'intérêts communs en Eurasie, et la lutte contre le terrorisme. Quant aux événements survenus dans l'espace international et aux déceptions vécues par les deux parties dans leurs relations avec le monde occidental, elles ont créé une sorte d'effet catalyseur. En décembre 1997, la première grande déception de la Russie, en la matière, est la déclaration de l'OTAN, lors de son sommet de Madrid, appelant les membres du groupe de Visegrád (République Tchèque, Hongrie, Pologne) à rejoindre l'Alliance. Au même moment, lors de son Conseil de Luxembourg, l'Union européenne (UE) n'inscrit pas la Turquie sur la liste de son prochain élargissement, qui en revanche comprend la plupart des anciens pays communistes d'Europe centrale et orientale. Exclue du continent européen en pleine restructuration, au moment même où ils doivent affronter des crises économiques difficiles, les deux pays s'éloignent du monde occidental dont ils avaient fait, pour des raisons différentes, leur partenaire privilégié. Mais, ce constat ouvre par contre-coup la perspective à une sorte de coopération rapprochée des deux exclus dans les domaines politique, commercial et économique, au sein d'un espace commun extérieur à l'Europe occidentale. Dès lors, apparaît un discours mettant en exergue le fait qu'au-delà des relations bilatérales, il s'agit de créer une nouvelle dynamique entre deux sociétés et deux États eurasiens.



## 2.3- La redécouverte patiente de l'eurasisme

- 32 À la fin des années 1990, qui sont marquées en Turquie, par l'instabilité de la politique intérieure et par le blocage du processus d'adhésion à l'UE, le discours sur l'eurasisme, apportant la priorité à la coopération avec la Russie, commence à apparaître comme une approche d'actualité, et une alternative à l'atlantisme<sup>35</sup>. En mars 2002, la déclaration du général d'armée Tuncer Kilinç, ancien secrétaire général du Conseil de sécurité nationale, selon laquelle « la Turquie doit coopérer avec la Russie et l'Iran face à l'UE », est restée mémorable. L'eurasisme se veut une nouvelle version du kémalisme, illustré par la politique extérieure d'Atatürk<sup>36</sup>. Il apparaît comme une bonne occasion de remettre en question la politique étrangère turque centrée sur l'UE et les États-Unis, qui avait marqué la guerre froide, et de promouvoir une nouvelle vision originale et géopolitique offrant des ouvertures intéressantes. Cet engouement pour l'eurasisme reste pourtant limité par les évolutions politiques qui se déroulent en Turquie. En effet, l'AKP, qui arrive au pouvoir en 2002, évite d'abord de remettre en cause les orientations politiques pro-occidentales de la diplomatie turque pour ne pas éveiller la méfiance de l'establishment laïque, encore très influent dans les sphères de l'État. Et lorsque finalement le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan commence à initier des changements, ces derniers voient la Turquie s'engager dans une politique de bon voisinage (la politique du zéro problème avec nos voisins) dévoilant des tendances néo-ottomanistes<sup>37</sup>.
- 33 Pour leur part, les relations turco-russes progressent, mais restent prudentes. Les 16 et 17 décembre 1997, le premier ministre de la Fédération de Russie de l'époque, Viktor Tchernomyrdine, est venu en Turquie. C'est la visite de plus haut niveau effectuée par un dirigeant russe, au cours de la période post-soviétique. Elle reflète un net changement du ton dans les relations bilatérales, car le chef du gouvernement russe déclare :
- Ce nouveau siècle peut nous emmener vers une coopération stratégique. Nos deux pays doivent remettre leurs montres à l'heure... les accords que nous avons signés à Ankara vont accélérer nos relations. Cette coopération sert nos intérêts stratégiques... Nos pays sont obligés de s'ouvrir à de nouveaux horizons<sup>38</sup>.
- 34 Mesut Yılmaz répond de façon positive à cet appel au rapprochement, définissant la Russie comme une « grande voisine », et déclarant que la Turquie souhaite développer avec elle des relations où domine la coopération plus que les conflits<sup>39</sup>. C'est alors qu'est exprimé pour la première fois le concept de « coopération stratégique », lequel va revenir fréquemment dans les discours de la période qui suit. Commence ainsi une nouvelle époque, où la priorité choisie est de mettre en avant les domaines actifs de convergence nouvelle, dans une posture qui consiste parallèlement à ignorer de façon systématique les sujets de désaccord.
- 35 Alors que la coopération économique et commerciale se poursuit, affectant également l'industrie de la défense et l'important secteur de l'énergie, les deux pays prennent l'habitude de repousser au second plan les discordes et rivalités qui demeurent entre eux. Plusieurs déclarations de politique étrangère de responsables des deux pays montrent que cette méthode permet ainsi à Ankara et Moscou de poursuivre leur rapprochement. Visitant la Turquie en octobre 2000, le nouveau premier ministre de la Fédération de Russie, Mikhail Kasyanov, explique que « la Russie et la Turquie ne sont pas des adversaires ». Et poursuit : « Nous sommes des partenaires et nos gouvernements vont développer des relations bilatérales dans le cadre de ce principe ».

Les décideurs russes et turcs sont en train de préparer l'opinion publique à une nouvelle ère, par un nouveau discours<sup>40</sup>. Par la suite, en Turquie, les 7 et 8 juin 2001, le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, appelle les deux pays à développer une relation centrée sur la coopération économique et commerciale, en laissant de côté les sujets polémiques. L'Eurasie est au cœur de ces efforts de rapprochement lorsque le ministre turc des affaires étrangères, Ismail Cem, propose de créer un groupe de travail pour « définir les domaines politiques et économiques de coopération », au sein du trio Moscou-Ankara-Asie centrale, qualifié de « triangle stratégique ». Le changement est ici perceptible : c'est la première fois que les deux parties envisagent l'Eurasie comme un espace de coopération, alors qu'elles la percevaient jusque-là comme une aire de concurrence et de rivalité<sup>41</sup>.

- 36 Dans les années 2000, bien qu'il y ait toujours, entre les deux parties, une vision différente de la lutte contre le terrorisme, une entente est mise en place visant une coopération « multidimensionnelle » stable et durable, préparant une base solide pour la coopération centrée sur les relations commerciales et économiques, et incluant aussi le terrorisme. Dans le nouveau siècle, les deux parties abandonnent la rivalité pour se concentrer sur la « collaboration et la coopération stratégique » dans leurs relations.
- 37 Avec l'avènement de nouveaux dirigeants, une ère nouvelle se dessine, façonnée par des gouvernements dominés par les partis de ces responsables politiques. Centralisées et puissantes, les structures qui s'installent au pouvoir favorisent l'instauration de relations durables. La rivalité issue du monde bipolaire se dissipe pour laisser place à une mentalité de partenaires stratégiques, qui choisissent de tenir à l'écart les sources potentielles de conflit. Ce compartimentage diplomatique permet de faire émerger une nouvelle approche centrée sur la nécessité d'assurer le succès de la coopération turco-russe dans l'espace eurasiatique.

### **3- Mutations politiques intérieures et recherche d'une nouvelle relation de coopération dans les années 2000**

- 38 À l'issue du rapprochement prudent des années 1990, les deux pays se transforment politiquement avec l'arrivée de l'AKP au pouvoir et l'avènement de Vladimir Poutine à la tête de la Fédération de Russie. Ce changement politique durable va-t-il favoriser une réelle convergence diplomatique ?

#### **3.1 Nouveaux dirigeants, nouvelles visions, nouvelles politiques : les années 2000 et la coopération en Eurasie**

- 39 Les relations bilatérales turco-russes évoluent rapidement, au début des années 2000. Au-delà de cette évolution, outre les facteurs politiques intérieurs mentionnés plus haut, des événements internationaux influencent également les positions prises et les comportements adoptés par les deux pays. La guerre d'Irak de 2003 voit la Turquie refuser l'accès de son territoire aux troupes américaines pour prendre à revers les forces de Saddam Hussein, alors que la Russie refuse parallèlement au Conseil de sécurité de consentir à l'usage de la force contre Bagdad. En mer Noire, Russie et Turquie se retrouvent sur des positions voisines pour répondre aux projets sécuritaires des États riverains. Tous ces événements favorisent un rapprochement du binôme et la tenue d'un discours concordant. Toujours au cours de cette période, on observe

également que la Turquie s'abstient de participer aux sanctions prises contre l'Iran par les pays occidentaux, qu'elle se rapproche de la Syrie, qui est au ban de la société internationale. De telles postures qu'elle partage avec la Russie font qu'elle se retrouve de plus en plus classée, avec celle-ci, par l'Occident, dans le « club des exclus ». Force est donc de constater que, dans la période qui suit la crise irakienne de 2003, les deux États se retrouvent le plus souvent sur une ligne indépendante, décalée, qui peut être hostile aux positions adoptées par l'Occident ; ce qui les rapproche l'un de l'autre.

- 40 Signé le 16 novembre 2001, le document intitulé *Plan d'action de coopération en Eurasie : de la coopération bilatérale au partenariat multidimensionnel* est un texte majeur qui formalise les relations du binôme au cours de ce nouveau moment de leur relation. Il indique que la Turquie et la Russie aspirent à la coopération dans l'aire eurasiatique. Selon Alexandre Lebedev, l'ambassadeur de la Fédération de Russie à Ankara, entre 1998 et 2003, ce plan d'action est un document donnant la priorité à l'Eurasie qui a un sens politique profond :

Nous avons beaucoup d'accords bilatéraux avec la Turquie mais c'est la première fois qu'il est question d'Eurasie. La Russie et la Turquie sont les seules à être des pays à la fois d'Asie et d'Europe. Nous avons des intérêts communs dans cet espace important. Cela signifie passer de la rivalité à la coopération (...). Dans ce document nous n'utilisons pas l'expression « coopération stratégique », car pour assurer ce genre de coopération, il faut que les parties soient des alliés, c'est-à-dire qu'il faut qu'elles agissent ensemble dans la structure d'un organisme comme l'OTAN. Mais le partenariat avancé est très important, pour les deux pays, afin qu'ils renoncent à la rivalité du passé<sup>42</sup>.

- 41 C'est donc le premier document qui souligne par écrit et dans le discours que les relations existant entre les deux pays ont atteint le niveau d'un « partenariat constructif renforcé ». Il donne en même temps une nouvelle tonalité aux relations du binôme :

Les changements fondamentaux survenus dans le monde ouvrent une nouvelle perspective à la Turquie et à la Russie, dont les relations bilatérales et régionales vont de se développer dans tous les domaines avec un esprit d'amitié et de confiance réciproques, et, dans ce cadre-là, les deux pays sont décidés à porter les relations existantes au niveau d'un partenariat constructif renforcé<sup>43</sup>.

- 42 Le plan d'action reprend le discours antérieur évoquant un partenariat centré sur les relations politiques, économiques et commerciales, et sur la lutte contre le terrorisme. Quant au fait que les parties précisent qu'elles vont se concentrer sur l'élaboration de stratégies communes, en s'entendant non seulement sur des questions qui touchent à leurs relations bilatérales, mais aussi sur des problèmes internationaux plus généraux, ce sont les premiers indices de la nature nouvelle des relations turco-russes, qui vont se structurer dans les dix prochaines années. La signature d'un accord militaire entre les deux pays, un an plus tard, en 2002, ouvre un nouveau domaine de coopération dans un secteur très sensible et paradoxal. La Turquie est en effet membre de l'OTAN, et la Russie, a été le rival historique de cette alliance. Un tel accord amène à s'interroger sur ce que sera la relation des deux pays dans un espace stratégique s'il en est, comme la mer Noire. Cette évolution contribue encore, quoi qu'il en soit, à éroder la rivalité qui pouvait exister antérieurement entre les deux pays.

- 43 Il est important d'observer également que le Plan d'action de 2001 trouve un écho dans l'opinion publique turque. Attila İlhan, intellectuel de gauche qui avait encore à l'époque une grande influence en Turquie, y voit une extension asiatique de la coopération en mer Noire, et considère cette avancée comme la mise en œuvre d'un

projet qu'il n'hésite pas à qualifier de plateforme eurasienne. Selon lui, cette initiative, qui est une nécessité, renoue avec la politique extérieure d'Atatürk<sup>44</sup>. Il la voit comme une bonne occasion de remettre en question la politique étrangère turque, centrée sur l'UE et les États-Unis établie depuis la guerre froide :

Si les politiciens mercantiles, qui confisquent le « kémalisme » à leur profit, « pensent réellement ne pas trahir les principes du maître », alors ils doivent voir en cet « accord » la concrétisation de ce qu'Atatürk a dit à ce moment-là. S'ils en conviennent, pourquoi se taisent-ils ? Le monde et la politique extérieure ne consistent-ils pour nous qu'en l'UE et les États-Unis ?<sup>45</sup>

<sup>44</sup> Pour sa part, le quotidien *Aydınlık*, qui exprime alors le plus mieux le point de vue du courant eurasiste, n'hésite pas à titrer : « La Turquie fait un pas vers le groupe de Shanghai », pressentant en fait les événements qui vont survenir près de 10 ans plus tard<sup>46</sup>.

<sup>45</sup> Lorsqu'en 2002 l'AKP accède au pouvoir en disposant d'une majorité absolue, le discours eurasiste se précise du fait d'une série de changements radicaux qui vont intervenir dans le processus d'élaboration de la politique extérieure de la Turquie. Les cadres dirigeants systématiquement formatés par les principes de la guerre froide sont dépassés par le renouveau politique en cours. Les nouveaux décideurs ont une approche différente qui transcende la confrontation idéologique du monde bipolaire. Cette nouvelle approche accélère les transformations diplomatiques en cours<sup>47</sup>. Alors qu'une logique multidimensionnelle s'est imposée dans la deuxième moitié des années 1990, les relations bilatérales turco-russes se dotent d'un véritable cadre institutionnel avec l'avènement de l'AKP. Dans ce qui façonne la nouvelle perception de la Russie par la Turquie intervient la dimension économique et la croissance rapide du pays au début des années 2000. Les questions commerciales se retrouvent au centre des processus de conception de la politique extérieure turque<sup>48</sup>. Dans un tel contexte, la Russie apparaît comme un partenaire stable, nécessaire et fiable. En d'autres termes, même si la position géopolitique de la Turquie n'a pas changé, une transformation fondamentale s'opère dans la perception des Russes et de la Russie, qui influence l'opinion publique et les décideurs turcs. Lorsque l'on considère cette phase de changement de perception à la lumière des divers problèmes vécus parallèlement par Ankara avec l'UE et les États-Unis, notamment la crise aiguë en Irak en 2003, on comprend que se soit construite à cette époque la base d'une coopération durable entre les deux pays.

<sup>46</sup> Au cours de cette phase, il est flagrant qu'au discours traditionnel, évoquant une Turquie tournée vers l'Occident, s'est petit à petit substitué un discours situant la Turquie en Eurasie, et vantant un pays autant oriental qu'occidental. Ce processus a été accéléré par les débats civilisationnels et le retour de l'identité turque musulmane. La Turquie se sentait d'autant plus proche de la Russie que, comme elle, celle-ci entretenait une ambivalence identitaire, en cultivant son attache occidentale, sans rejeter les nombreuses cartes orientales à son actif. En bref, les deux décennies qui ont suivi la guerre froide ont favorisé la découverte des atouts de la coopération entre les deux parties. Même s'il n'est pas question de changement radical, la nouvelle donne favorise une érosion de la méfiance antérieure dans le discours des dirigeants et la perception des opinions publiques.

<sup>47</sup> Fiona Hill et Ömer Taşpınar, qui essayent d'expliquer ce changement, montrent de façon intéressante que l'orthodoxie en Russie et l'islam en Turquie sont revenus parallèlement sur la scène politique, exprimant par là même la résurgence des traditions des États impériaux. Selon eux, cette situation a sans doute créé une nouvelle

profondeur stratégique dans les relations du binôme<sup>49</sup>. Sous l'influence du discours géopolitique de plus en plus anti-occidental de la Russie et de la Turquie, et dans un contexte de perception nouvelle de l'Eurasie, une interaction a créé en quelque sorte un nouvel espace de coopération bilatérale<sup>50</sup>. Ministre des Affaires étrangères entre 2003 et 2007, Abdullah Gül est le premier à avoir vraiment conçu la nouvelle politique extérieure de l'AKP. Dès cette époque, il affirme que le regard de la Turquie sur la Russie doit être façonné par des approches à long terme, rationnelles et réalistes, plutôt que par des considérations nationales idéologiques, sentimentales et limitées<sup>51</sup>. Quant à Bülent Aras et Hakan Fidan, exprimant aussi un point de vue proche de celui du gouvernement, ils soutiennent que ce *nouveau projet géographique* tourné vers la Russie, le Caucase et l'Asie centrale, est une continuation des transformations intérieures en cours en Turquie, sur les plans économique, social et politique<sup>52</sup>.

### 3.2- Vers une convergence du néo-ottomanisme turc et du néo-eurasisme russe ?

<sup>48</sup> Dans les relations turco-russes, l'Eurasie apparaît comme le principal concept permettant d'élargir l'horizon de liens simplement bilatéraux. Alors qu'au cours de la première moitié des années 1990 les deux parties avaient, chacune, leur propre vision de l'Eurasie, un discours voisin sur cette aire, favorisé par la découverte d'intérêts communs et de coopérations possibles, commence à apparaître, dans les années 2000. Les événements internationaux et nationaux survenus à cette époque ont transformé l'eurasisme des années 1990 qui restait empreint idéologiquement de rivalité, en une notion plus pragmatique<sup>53</sup>. Ce phénomène majeur a permis aux deux parties d'en venir à la coopération dans l'espace eurasiatique. À cet égard pourtant, Ziya Öniş et Şuhnaz Yılmaz ne considèrent pas l'approche diplomatique de l'AKP comme eurasiste, ils la voient comme une sorte de « soft européenisme eurasiste ». Tout en essayant de donner au pragmatisme une dimension différente, cette analyse continue de penser que la Turquie reste prioritairement axée sur l'Europe<sup>54</sup>. En fait, à partir des années 2000, se déroulent des débats sur la complémentarité du néo-eurasisme des Russes et du néo-ottomanisme des Turcs. Alors que les régimes politiques ascendants turc et russe s'emploient à teinter leur nouvelle politique étrangère multidimensionnelle d'eurasisme, émergent un ensemble de coopérations, de perceptions, de discours surtout dominés le pragmatisme<sup>55</sup>.

<sup>49</sup> Dans l'esprit des décideurs turcs, il n'est pas question d'un changement géostratégique véritable. Mais il y a une réévaluation de la fiabilité des partenaires et la réalité des menaces existantes. Ainsi la Russie n'est déjà plus considérée comme une menace, et commence à être conçue comme un partenaire fiable avec lequel on partage des intérêts communs et avec lequel on peut agir ensemble, notamment mener des politiques régionales en mer Noire, dans le Caucase et en Asie centrale<sup>56</sup>. Si l'on considère les relations bilatérales sur le plan du discours, le fait que la Russie renonce à un discours orthodoxe-eurasiste, centré sur elle-même et que la Turquie renonce à un discours turquiste, rappelant le panturquisme, est un phénomène important. Comme d'ailleurs, le constat que ces deux pays commencent à mener des politiques tenant compte de ces renoncements. Bien que la Russie demeure une puissance nucléaire, on peut dire qu'un nouvel équilibre militaire conventionnel s'est réalisé dans un contexte de décroissance des tensions antérieures<sup>57</sup>. Après la fin du monde bipolaire,

l'affaiblissement de la puissance militaire russe a bénéficié à la Turquie<sup>58</sup> et a contribué à la rassurer. L'ajout d'une coopération militaire à ce contexte favorable à la coopération a eu raison des dernières préventions qu'Ankara pouvait avoir à l'égard de son grand voisin.<sup>59</sup>

50 Ainsi au début des années 2000 tout se passe comme si l'on essayait de retrouver les acquis de la période 1920-1930. Mais après 2010, le discours commence à envisager une *coopération stratégique* dotée d'une institutionnalisation permanente et stable ; ce qui constitue un nouveau stade dans l'intensification des relations du binôme turco-russe. Bien sûr, des problèmes de fond demeurent, mais avec un partenaire qui assume une coopération, économique, politique, voire militaire, on peut espérer que loin de se fossiliser, ils seront surmontés. En réalité, les relations turco-russes sont désormais nourries par l'idée qu'un avenir commun est possible<sup>60</sup>.

51 Cette relation nouvelle est aussi portée par ses premiers résultats. L'embellie qu'elle connaît dans les années 2000 se caractérise notamment par une fréquence de rencontres des dirigeants des deux pays que l'on n'avait jamais observée précédemment. La visite de Vladimir Poutine, les 5 et 6 décembre 2004, est la première d'un chef d'État russe en Turquie depuis 32 ans. La satisfaction qu'il exprime, à cette occasion, témoigne bien du réchauffement des liens entre les deux pays :

Nos intérêts communs sont très nombreux. Depuis la fin du monde bipolaire, nos relations ont commencé à changer. Les évolutions vont dans le bon sens. Nos pays ne suivent plus une logique de bloc. Nous pensons désormais avant tout à nos intérêts. Il est intéressant de voir que si nous avons connu de nombreuses guerres par le passé, aujourd'hui aucun problème ne peut créer une atmosphère de conflit entre nous. Il n'y a plus aucune raison de rivaliser<sup>61</sup>.

52 Dès cette époque, Recep Tayyip Erdoğan, alors premier ministre, n'hésite pas à répondre que les points de vue des deux pays se recoupent entièrement concernant la situation de la région, ainsi que sur les questions liées au maintien de la stabilité dans le monde.

53 Durant la période 2006-2009, marquée par la signature de nouveaux accords et la poursuite des visites réciproques, se forment ainsi des mécanismes qui institutionnalisent les relations du binôme. Les questions énergétiques, cause de malentendus dans la période précédente, rapprochent désormais les deux parties et vont jouer un rôle majeur dans l'établissement d'une relation durable institutionnalisée. Placée dans une relation défavorable par cette relation énergétique initiale avec la Russie, la Turquie voit ses liens se rééquilibrer parce qu'elle constitue l'un des partenaires les plus fiables que Moscou puisse trouver pour écouler son gaz. Cela débouche sur une situation de dépendance réciproque qui va favoriser une proximité nouvelle des deux pays.

#### 4- Quelles perspectives politiques pour l'acquis d'une coopération énergétique forte ?

54 Pragmatique le rapprochement turco-russe se construit donc sur la coopération énergétique, mais ce fondement économique a du mal à établir une relation politique solide.

## 4.1 - La coopération dans le domaine de l'énergie, fondement d'une relation durable ?

- 55 Les bases de la coopération de la Turquie avec la Russie dans le domaine de l'énergie ont été jetées avec l'accord d'achat de gaz naturel signé en 1984, avant la fin de l'URSS et le grand jeu gazier qui s'en est ensuivi<sup>62</sup>. Cet accord s'est concrétisé à partir de 1987 avec l'acquisition par la Turquie d'un gaz naturel acheminé via l'Ukraine, la Roumanie et la Bulgarie. Par la suite, l'inauguration officielle, en 2005, après sa mise en service en 2003, du gazoduc Blue Stream, traversant la mer Noire pour aboutir à Durusu, près de Samsun, en Turquie, est venue renforcer cette première source d'approvisionnement faisant de l'énergie un élément déterminant dans les relations bilatérales turco-russes. Si la Russie est ainsi devenue le premier fournisseur de gaz de la Turquie, celle-ci est devenue son second client, en l'occurrence, après l'Allemagne.
- 56 Sur les marchés énergétiques, la Turquie commence, de ce fait, à apparaître comme un client potentiel intéressant dans la mesure où sa demande énergétique augmente à un rythme annuel de 7 à 8 %. Elle se place en deuxième position derrière la Chine, concernant l'augmentation annuelle de sa demande d'électricité. Cette dépendance énergétique apparaît néanmoins comme son point faible, car elle ambitionne de devenir l'une des dix plus grandes économies du monde en 2023, alors qu'elle ne dispose pas de ressources suffisantes. Certes, elle se trouve à proximité de grandes zones de production de gaz et de pétrole, mais les études géopolitiques et géostratégiques font ressortir que ces ressources sont en fait sur le territoire d'États qui sont pour la plupart impliqués dans des crises graves<sup>63</sup>. Dans ce cadre, la Russie apparaît comme le partenaire énergétique le plus fiable et le plus stable pour la Turquie. L'importance que revêt la satisfaction des besoins énergétiques de la Turquie pour son développement économique va favoriser ainsi l'établissement d'un partenariat durable entre les deux voisins.
- 57 Lorsqu'on observe l'évolution du volume de gaz importé par la Turquie, sur la base des chiffres fournis par BOTAŞ<sup>64</sup>, on constate qu'il est passé de 500 millions de mètres cubes (1987) à 5 milliards de mètres cubes (1994). Cette quantité a dépassé les 10 milliards de mètres cubes, à la fin des années 1990, et de nos jours elle avoisine les 45 milliards de mètres cubes. Aujourd'hui, en outre, le gaz naturel représente environ 40 % de la consommation énergétique de la Turquie. Et environ 45 % de la production d'électricité de ce pays est assurée par des centrales utilisant partiellement ou totalement un gaz naturel qui est, pour l'essentiel, importé. Comme la Russie couvre 55 à 60 % de ses besoins, elle occupe une position centrale dans l'approvisionnement en gaz de l'économie turque<sup>65</sup>. Par ailleurs, la Russie est aussi un partenaire important sur le plan pétrolier. On constate qu'après l'Iran et l'Irak, la Russie est le troisième fournisseur de la Turquie en ce qui concerne le pétrole, qui dans la consommation énergétique de celle-ci constitue la deuxième ressource principale, après le gaz naturel.
- 58 Pour les relations du binôme, l'acheminement des approvisionnements énergétiques, notamment celui du gaz naturel, est un sujet tout aussi vital que la satisfaction de la demande turque en elle-même. Dans la mesure où ce problème concerne aussi les pays d'Europe occidentale, l'évolution de la carte des couloirs gaziers et pétroliers, notamment celle du couloir sud d'évacuation du gaz russe, a marqué l'actualité des vingt dernières années. Elle s'est traduite par la recherche de couloirs alternatifs évitant ou contournant la Russie, comme l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), à



l'ordre du jour dès le début des années 1990, suivi bientôt par le projet de gazoduc européen *Nabucco* qui échouera ou par l'actuel gazoduc transanatolien (TANAP), inauguré en 2018. Plaçant la Turquie au centre d'un nouveau grand jeu énergétique, ces tentatives de contournement de la Russie n'ont pas influencé négativement le développement de la coopération énergétique entre Ankara et Moscou, favorisant plutôt la mise sur pied de nouveaux projets d'évacuation conjoints, comme le *Blue Stream*, le *Blue Stream 2*, le *South Stream*, *Nabucco*, ou encore le *Turkish Stream* (ou *TurkStream*).

- 59 Cette coopération, tout en répondant aux besoins énergétiques de la Turquie, l'a vue devenir un pays-clef dans l'acheminement des ressources énergétiques de la région, pour tout dire, un acteur qui peut prétendre être une sorte de pont énergétique ou de pôle énergétique entre les producteurs et les consommateurs sur les lignes nord-sud et est-ouest<sup>66</sup>. Pour sa part, la Russie a bien accueilli cette ambition turque, au moment où ses relations avec l'Ukraine se détérioraient, rendant de plus en plus problématique l'acheminement de son gaz via le territoire de ce turbulent voisin. La Turquie est ainsi devenue un partenaire fiable, alternatif à l'Ukraine, pour le passage du couloir sud d'évacuation du gaz russe vers les pays consommateurs, à commencer par les pays de l'UE<sup>67</sup>. Pour être un carrefour de l'acheminement énergétique, Ankara a ainsi habilement joué et combiné la carte du contournement de la Russie par les Occidentaux, et celle du contournement de l'Ukraine par la Russie. On comprend alors qu'elle ait pu réussir le tour de force d'expliquer que des projets concurrents de gazoducs n'étaient pas antinomiques, mais qu'ils se complétaient.
- 60 Ainsi, dans les années 2000, la Turquie n'a pas hésité à s'engager dans deux projets rivaux : les gazoducs *Nabucco* et *South Stream*. Soutenu par l'UE avec l'idée de réduire la dépendance de plusieurs de ses États membres à l'égard du gaz russe, le gazoduc *Nabucco* devait relier la mer Caspienne à l'Europe du Sud (Grèce, Italie) ou à l'Europe centrale (Bulgarie, Roumanie, Hongrie-Autriche) via la Turquie, en étant alimenté par du gaz azerbaïdjanais et turkmène, peut-être iranien ou irakien, voire issu des nouveaux gisements de Méditerranée orientale (égyptiens notamment). Conçu pour relier la Russie à l'Europe, en passant par la mer Noire pour aboutir en Bulgarie, en Serbie, et surtout en Italie, la compagnie ENI en étant le co-financeur avec le géant russe Gazprom, le gazoduc *South Stream* ne concernait pas au départ la Turquie. Mais, en août 2009, celle-ci devait consentir à ce que le gazoduc russo-italien traverse ses eaux territoriales, s'impliquant ainsi dans ce projet concurrent de *Nabucco*. À l'époque, cette décision a été bien sûr très favorablement accueillie par la Russie, Vladimir Poutine ayant même évoqué à ce propos « un cadeau de nouvel an »<sup>68</sup>. Cette date est particulièrement importante, car au-delà de son propre approvisionnement, la Turquie s'est positionnée en hub énergétique incontournable dans la région. Or, on observe que c'est la Russie, qui l'attirant dans le projet *South Stream*, lui a offert cette faculté.
- 61 On sait que la concurrence des deux projets leur sera fatale<sup>69</sup>, la Russie s'employant à réduire les possibilités d'approvisionnement de *Nabucco* et l'UE faisant pression sur les pays européens engagés dans le *South Stream*, voire menaçant de dresser des obstacles juridiques au projet russe, en l'estimant incompatible avec le droit européen de la concurrence<sup>70</sup>. Mais, cette expérience a désormais positionné la Turquie au cœur d'un grand jeu gazier, qui ne va pas tarder pas à être relancé par de nouveaux projets. Le 29 décembre 2011, en signant un protocole relatif au projet TANAP (*Trans Anatolian NATural gas Pipeline*), la Turquie et l'Azerbaïdjan lancent la construction d'un nouveau gazoduc,



qui reprend en fait de façon plus modeste et plus pragmatique la réalisation du projet *Nabucco*, à savoir relier l'Europe occidentale aux gisements de gaz de la Caspienne<sup>71</sup>. Bakou accède ainsi aux marchés européens grâce à la Turquie, qui n'abandonne pas, par ailleurs, sa carte russe, puisqu'elle se retrouve parallèlement au centre de la mise sur pied du couloir méridional d'évacuation du gaz russe. En effet, à la suite de l'enlisement, puis de l'abandon du *South Stream*, en décembre 2014, la Russie échaudée par les rebuffades antérieures des pays balkaniques membres de l'UE et accusant en particulier la Bulgarie de cet échec<sup>72</sup>, choisit de s'adresser à la Turquie. Elle décide en outre d'appeler *Turkish Stream* un projet qui reprend largement les objectifs du *South Stream*, à savoir ouvrir un corridor gazier méridional pour lui permettre d'exporter son gaz vers l'Europe, en évitant l'Ukraine. Toutefois, à l'issue de sa traversée de la mer Noire et de la Turquie, le *Turkish Stream* devient le *Tesla Pipeline*<sup>73</sup>, un autre tronçon qui traverse la Grèce, la Bulgarie, la Serbie et la Hongrie, c'est-à-dire des pays qui, même lorsqu'ils sont membres de l'UE, entretiennent de bonnes relations avec la Russie, quand ils ne sont pas comme la Hongrie en délicatesse avec Bruxelles. Grâce à la Turquie, ce nouveau tracé permet non seulement à la Russie de contourner l'Ukraine, mais aussi de se préserver des éventuelles sanctions que l'UE pourrait prendre pour enrayer la progression du nouveau couloir gazier russe méridional.

- 62 À ce stade et pour mieux comprendre le développement du partenariat turco-russe, il est important de préciser que la Turquie, en échange de cette intervention décisive dans la géopolitique gazière de la région, a obtenu la possibilité de pouvoir rediscuter avec la Russie du prix du gaz naturel, un sujet de controverse qui avait affecté les relations antérieures entre les deux pays. Comme nous l'avons déjà souligné, le gaz naturel est l'un des principaux postes d'importation de la Turquie. Il contribue fortement au déséquilibre de ses échanges avec la Russie, voire même à son déficit budgétaire général. Alors que la demande gazière diminuait du fait de la crise économique en 2009, et que le premier accord gazier signé en 1984 avec la Russie arrivait à son terme à la fin de l'année 2011, Ankara a pu mettre à l'ordre du jour la renégociation du prix du gaz. Celle-ci a aussi été favorisée par la privatisation du marché énergétique en Turquie, découlant d'ailleurs des négociations d'adhésion avec l'UE<sup>74</sup>. Grâce à ce faisceau de facteurs, il est devenu possible pour le secteur privé d'entrer résolument sur le marché énergétique de la Turquie, en important du gaz depuis la Russie.
- 63 Il est également nécessaire d'évoquer le volet pétrolier de cette géopolitique turco-russe des itinéraires énergétiques, même s'il est moins déterminant que le volet gazier. La Turquie ne prévoyait pas de limiter l'usage du port de Ceyhan à la réception/exportation du pétrole venant de la Caspienne par l'oléoduc BTC. L'objectif était de faire de Ceyhan, un hub accueillant le pétrole venant en outre de l'Asie centrale, de l'Irak et de la Russie, pour être redirigé vers les marchés internationaux. En ce qui concerne la venue du pétrole russe, il eut été nécessaire de construire un nouveau pipeline venant par la mer Noire pour arriver au port turc d'Ünye, et traverser l'Anatolie du nord au sud, pour atteindre Ceyhan et la Mer Méditerranée. Ce projet, qui visait notamment à alléger le transit du pétrole russe et kazakh, empruntant les détroits du Bosphore et des Dardanelles, est souvent revenu à l'ordre du jour dans les années 2000. Appelé le plus souvent pipeline Samsun-Ceyhan, il devait coûter 3 milliards de dollars et transporter jusqu'à 1,5 million de barils par jour. Mais sa

construction sera suspendue en septembre 2011, la Russie ayant mis en doute sa rentabilité<sup>75</sup>.

- 64 Le véritable couronnement des relations énergétiques entre les deux pays a cependant été constitué par le dossier nucléaire. La Turquie envisage l'acquisition de cette source d'énergie depuis près de soixante ans. Revenu à l'ordre du jour dans le cadre d'une réflexion plus générale sur la diversification des sources énergétiques, le nucléaire est devenu le troisième domaine de coopération énergétique turco-russe. L'objectif de la Turquie pour 2023 est en effet de posséder trois centrales nucléaires et de couvrir 20 % de ses besoins électriques avec ces installations nucléaires à l'horizon 2030. Dans le cadre de ce programme nucléaire turc, il est prévu que la première centrale soit construite à Akkuyu (au sud-est du pays, dans la province de Mersin, au bord de la mer Méditerranée) par la Russie, selon le modèle « construit-possède-exploite » (*Build-Own-Operate*). Ce projet a été lancé par un accord de gouvernement à gouvernement signé, le 12 mai 2010, et entré en vigueur, le 6 octobre 2010. Il doit durer dix ans, la centrale devant être opérationnelle à pleine capacité d'ici 2020, le premier bloc du premier réacteur devant être fini à la fin de la septième année, et les suivants devenant ensuite fonctionnels lors des années suivantes<sup>76</sup>.
- 65 Vu de Moscou, dans un contexte de développement de la coopération énergétique, Akkuyu constitue une première. L'objectif de la Fédération de Russie, un des principaux acteurs internationaux dans le domaine de l'énergie nucléaire, est de vendre la technologie nucléaire qu'elle possède dans l'espace international, au-delà de la satisfaction de ses propres besoins. À partir de 2010, on constate que la Russie se met à construire des centrales nucléaires non seulement en Turquie, mais dans divers pays comme l'Ukraine, la Biélorussie, l'Inde et la Chine, avec des crédits fournis entièrement ou partiellement par le trésor russe. Les principales étapes de ce processus sont les suivantes : la Russie procure le combustible, et les déchets produits sont stockés dans le pays client, après avoir été retraités en Russie. En outre, comme c'est le cas avec la Turquie, il est prévu que les pays hôtes garantissent d'acheter l'électricité produite, et soient responsables des dommages en cas d'accident. En bref, la Russie mène une politique énergétique active et offensive, en la matière. Cette démarche concerne des zones prioritaires de sa politique extérieure dynamisant celle-ci par là-même, et rendant dépendants les pays qui acquièrent ses centrales.
- 66 L'attribution à la Russie de cette première centrale d'Akkuyu soulève ainsi un certain nombre de questions. En premier lieu, on peut s'interroger sur la diversification des sources que le projet est supposé entraîner, car en fait il accroît la dépendance énergétique de la Turquie à l'égard de Moscou. En second lieu, on observe que la seule société ayant répondu à l'appel d'offres, lancé en septembre 2008, est une société russe soutenue par l'État (*AtomStroyExport*), et que, dans ce contexte-là, la Turquie n'avait donc pas d'alternative. Dans ce cadre, pour répondre aux critiques mettant en avant cet accroissement de la dépendance énergétique à l'égard de la Russie, des négociations plus « ouvertes » sont menées avec la Corée du Sud, le Japon, la France et la Chine pour la construction d'une deuxième centrale nucléaire prévue à Sinope sur la côte asiatique turque de la mer Noire<sup>77</sup>, la troisième devant être implantée à İğneada, dans la province de Kırklareli, sur la côte européenne turque de la mer Noire<sup>78</sup>. Mais les négociations sont encore difficiles et peu avancées pour ces deux autres implantations<sup>79</sup>.
- 67 En tout état de cause, la dépendance énergétique de la Turquie vis-à-vis de la Russie reste une réalité qui entraîne un important déficit commercial entre les deux pays.

Selon les données de la Banque mondiale<sup>80</sup>, en 2017, la Russie était le troisième importateur en Turquie, avec 23 milliards de dollars, soit 8,35 % du total de ses exportations. La moitié des exportations russes vers la Turquie (soit 11,4 milliards de dollars) était constituée par la fourniture d'hydrocarbures. Pour sa part, la même année, la Turquie n'a exporté que 2,7 milliards de dollars vers la Russie, ce qui ne représentait que 1,7 % de ses exportations...

## 4.2- Un partenariat multidimensionnel est-il possible au-delà des relations bilatérales ?

- <sup>68</sup> Dans la seconde moitié des années 2000, l'expression désormais utilisée pour décrire les relations bilatérales, qui se sont structurées, est *partenariat multidimensionnel*. Et dans le cadre des tentatives qui sont faites alors pour approfondir ces relations, on commence à mentionner avec insistance le fait que les deux pays sont des puissances eurasiennes qui contribuent à la sécurité et à la stabilité de la région. Le constat qu'ils ont des approches voisines concernant ce qui se déroule en Irak, en Afghanistan, dans le Caucase du Sud et au Moyen-Orient, tendrait à indiquer de surcroît qu'un changement de fond est en train de s'opérer, en ce qui concerne les sujets qui alimentaient encore une hostilité mutuelle, dans les années 1990.
- <sup>69</sup> Ce bilan général est pourtant un peu trop optimiste. L'événement qui montre la fragilité de ce printemps des relations turco-russes est la position qu'adopte la Russie lors des événements qui secouent la Géorgie pendant l'été 2008 et qui voient Moscou intervenir militairement contre ce pays, puis soutenir les sécessions de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Il y a là un test qui affecte, outre les relations de la Turquie avec la Russie, la coopération de celles-ci dans l'espace eurasiatique, et les liens politiques et sécuritaires qu'Ankara entretient de longue date avec les Occidentaux. La crise géorgienne croise également un processus de rapprochement en cours de la Turquie avec l'Arménie qui peut avoir des conséquences sur les rapports entre Ankara et Bakou, et la relance de l'organisation économique de la mer Noire dont Moscou et Ankara sont les acteurs principaux<sup>81</sup>. Plus généralement, la crise géorgienne et la deuxième guerre en Ossétie du Sud indiquent que contrairement à ce qu'avait pu laisser croire leur rapprochement préalable, la Turquie et la Russie n'ont pas la même vision de la résolution des conflits en Eurasie, particulièrement dans le Caucase. Alors que la Turquie soutient, avec ses alliés occidentaux, l'intégrité territoriale de la Géorgie, la Russie, pour défendre ses intérêts, n'a pas hésité à porter atteinte à la souveraineté de ce pays, en reconnaissant les indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. On craint dès lors que ces événements ne soient fatals à l'embellie vécue par les relations turco-russes depuis la fin du monde bipolaire, qui rappelaient leurs rapports favorables dans l'entre-deux-guerres, et que l'on en revienne à la rivalité qui s'était établie à partir des années 1940. En dépit de ce constat défavorable, on constate que l'attitude de la Turquie ne renoue pas avec l'état d'esprit de la guerre froide<sup>82</sup>. Tout en restant liée par son appartenance à l'OTAN, elle essaye de ménager la Russie, en tout cas de ne pas se laisser entraîner dans une escalade<sup>83</sup>. Ankara propose notamment de mettre en place une plateforme de coopération et de stabilité dans le Caucase, de normaliser la situation et de créer les conditions du maintien de la paix dans la région. Cette approche nuancée est perçue négativement par les Occidentaux avec lesquels les relations d'Ankara ne sont pas au beau fixe, du fait des blocages rencontrés par la candidature de la Turquie à l'UE. La décision du premier ministre Recep Tayyip

Erdoğan de se rendre d'abord à Moscou, à l'issue de la crise, surprend dans les capitales occidentales. Ces dissensions alimentent un certain nombre d'interrogations significatives. On s'interroge sur l'existence d'un désaccord dans l'appréciation de la crise géorgienne par les Turcs et les Occidentaux. On s'étonne du zèle de la Turquie, sous la pression de Moscou, à faire scrupuleusement respecter la Convention de Montreux par les navires américains franchissant les Détroits pour porter assistance à la Géorgie. Ces observations, voire ces critiques, ouvrent des débats plus larges qui concernent l'appartenance de la Turquie à l'OTAN et l'idée que la politique extérieure d'Ankara est en train de changer d'axe...

- 70 En février 2009, la visite à Moscou du président de la République Abdullah Gül, significativement appelée « visite d'État », tend à montrer que la coopération entre les deux pays reste d'actualité, et n'a pas été profondément affectée par la crise géorgienne. Cette venue du président Gül ne se limite d'ailleurs pas à Moscou, mais passe par Kazan, alors frondeuse capitale de la République du Tatarstan qui, du fait de son identité turco-musulmane, dispose d'un statut d'autonomie qui n'a pas été facile à établir à l'issue de la fin de l'URSS. Ce séjour d'Abdullah Gül à Kazan est une première du genre pour un président turc<sup>84</sup>. Il entend manifestement démontrer que Turcs et Russes ne s'interdisent pas d'aborder des questions sensibles dans l'espace eurasiatique et qu'une coopération confiante reprend entre les deux partenaires. Celle-ci est notamment soutenue par une relance des initiatives dans le domaine économique et commercial. On s'assigne ainsi pour objectif de parvenir à une libre circulation des biens, services et capitaux entre les deux pays, et on décide d'utiliser la livre turque et le rouble comme monnaies du commerce bilatéral<sup>85</sup>.
- 71 Les relations du binôme s'institutionnalisent et s'approfondissent en 2010, année marquée par la célébration du 90<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques établies en 1920, entre les nouveaux États turc et russe. L'augmentation rapide du volume des échanges favorise le passage à ce nouveau stade de la relation turco-russe et conduit les décideurs à envisager de manière très optimiste qu'ils puissent franchir le seuil des 100 milliards de dollars dans les cinq prochaines années. À cela s'ajoute le fait que la coopération énergétique jusque-là centrée sur le pétrole et surtout sur le gaz naturel, prend une nouvelle dimension avec le nucléaire, un point que l'on n'hésite pas à mettre en relief<sup>86</sup>. Toutefois, si l'apport énergétique essentiel de la Russie dans le développement économique de la Turquie est apprécié à sa juste valeur et conforte l'importance du partenariat avec Moscou, il continue à poser problème. Car il entretient un déséquilibre prononcé des échanges entre les deux pays. En outre, la diversification des ressources énergétiques, avec le lancement d'un programme nucléaire, loin de réduire cette dépendance tend à la renforcer. Dans ce cadre, la perspective d'un accroissement du volume des échanges risque de se faire avant tout au profit de la Russie ; ce qui n'est pas sain pour l'avenir de la relation du binôme, dans la mesure où ce déséquilibre est porteur de risques inquiétants pour la Turquie.
- 72 C'est pourquoi pour parer à toute éventualité et favoriser le caractère multidimensionnel de leur relation, les deux pays vont décider de lever l'obligation de visa qui concernait leurs ressortissants. Cela s'accompagne d'une structuration institutionnelle de la relation du binôme. La création d'un « Conseil de coopération de haut niveau » va permettre de réunir les dirigeants de manière régulière, l'idée étant de réguler la coordination au niveau décisionnel et de résoudre rapidement les problèmes qui peuvent se poser. Au sein de ce conseil sont établies plusieurs instances

permanentes de travail : un « Groupe de planification stratégique conjointe », dirigé par les ministres des Affaires étrangères qui permet d'échanger sur les grands problèmes internationaux, une « Commission économique mixte », chargée de suivre l'évolution des relations économiques, et un « Forum des communautés turque et russe », comprenant des représentants des deux sociétés civiles, afin de rapprocher les deux peuples.

- 73 Entretiens et parallèlement, les efforts pour faire disparaître la méfiance mutuelle se poursuivent, en prenant une dimension de plus en plus sociologique. On peut citer, à cet égard, l'organisation d'années de la culture dans les deux pays (russe en Turquie en 2007, turque en Russie en 2008), qui s'accompagnent de multiples manifestations scientifiques ou artistiques, voire de célébrations d'anniversaires (comme le 90<sup>e</sup> anniversaire en 2010 des relations entre la Turquie et la Russie, précédemment évoqué). On observe également que le Diyanet turc (direction des affaires religieuses)<sup>87</sup> commence à travailler de manière régulière avec le Conseil russe d'éducation islamique, qui rassemble les cinq universités islamiques de Russie. Dans cette entreprise, la Turquie tend à faire bénéficier la Russie de sa longue expérience de la gestion de l'islam par l'État. Il est probable qu'une décennie auparavant, on n'aurait pas pu imaginer que les relations turco-russes prendraient une telle dimension et toucherait de tels domaines. Mais l'on voit bien que les liens du binôme changent, passant d'un rapport classique d'État à État à une dimension véritablement sociétale<sup>88</sup>.
- 74 Outre toutes ces transformations positives, il faut mentionner le fait que les autorités des deux parties veillent à ne pas amplifier les problèmes qui demeurent. Comme nous l'avons déjà montré, cette prévention est favorisée, d'abord par un système consistant à compartimenter les différents secteurs de leur coopération, pour éviter que des sujets de discorde ne risquent de contaminer l'ensemble de la chaîne relationnelle. Elle s'accompagne également d'une mise en avant systématique des réussites pour faire oublier les échecs. On peut prendre plusieurs exemples à cet égard. La Russie tolère ainsi le double jeu de la Turquie en matière gazière, notamment son engagement conjoint dans *Nabucco* et le TANAP, d'un côté, et dans les projets russes, *South Stream* et *Turkish Stream*, de l'autre. Pour sa part, le gouvernement turc ne proteste pas contre les attentats visant sur son territoire les opposants tchéchènes qu'il abrite. Lorsqu'à partir du début de la décennie 2010, plusieurs crises redoutables (guerre civile syrienne, crise ukrainienne et annexion de la Crimée) viennent défier le rapprochement turco-russe dans l'aire eurasiatique, on observe que, prudemment, les dirigeants des deux pays prennent soin de ne pas mettre ces sujets qui fâchent au cœur de leurs rencontres régulières. Toutefois, en dépit de relations institutionnalisées tendant à atteindre un caractère multidimensionnel, cette méthode ne suffit pas à faire disparaître les sources de désaccords et de conflits. Elle les cache. Et l'on peut craindre qu'il y ait là outre une posture purement diplomatique, un risque d'enlisement des relations turco-russes, voire le signe que ces dernières ont atteint une sorte de limite naturelle et définitive. Un incident significatif rappelant l'inconstance des relations turco-russes se produit ainsi, au mois de juin 2015. Vladimir Poutine, qui doit rencontrer Recep Tayyip Erdoğan en marge des Jeux européens à Bakou, le fait attendre au point que le président turc s'énervé et envisage de claquer la porte. Comme ce dernier vient de subir un revers électoral, certains voient dans cette péripétie une posture du leader russe destinée à faire sentir à son homologue turc que son influence internationale est entamée par ce mauvais résultat<sup>89</sup>.

## 5- La fragilité des relations turco-russes, révélée par la crise de 2015-2016

- 75 Les limites et la fragilité d'une coopération turco-russe, pourtant patiemment construite au cours des deux décennies ayant suivi la guerre froide, vont être brutalement mises au jour, dans le contexte de l'aggravation et de l'internationalisation de la guerre civile en Syrie. De novembre 2015 à juin 2016, une brouille spectaculaire va se nourrir d'une hostilité entre les deux voisins que l'on croyait révolue. Mais cette crise va montrer également que la relation du binôme a désormais les moyens d'éviter une rupture définitive.

### 5.1- L'affaire du Su-24 russe abattu par la Turquie et ses suites

- 76 Le 24 novembre 2015, un Su-24 russe, qui violait l'espace aérien de la Turquie au sud de sa province du Hatay, le long de la frontière syrienne, est abattu par des F-16 de l'armée de l'air turque. Cet incident grave met fin d'un coup à l'atmosphère de coopération qui avait dominé de façon croissante les quinze dernières années des relations turco-russes, car il est suivi par une période d'affrontements qui constitue, pendant plus de sept mois, une véritable *annus horribilis* après les années miraculeuses vécues précédemment. Cette affaire vient rappeler, en tout cas, combien les liens qui relient le binôme restent ténus et sont menacés par la survenance inopinée d'événements extérieurs.
- 77 En fait, la crise géorgienne avait déjà montré que la Russie pouvait revenir à une attitude ouvertement agressive, notamment lorsqu'elle considérait que ses intérêts propres étaient menacés. Avec la crise ukrainienne, des différends fondamentaux entre la Turquie et la Russie ont commencé à refaire surface. Et l'on se demande alors si les bonnes relations commerciales et énergétiques pourront faire oublier de telles divergences. Après l'annexion de la Crimée, on observe en particulier que la Turquie qui la condamne, se rapproche de ses alliés occidentaux<sup>90</sup>. Il est vrai que, pour des raisons économiques, elle ne participe pas aux sanctions qui sont décidées contre la Russie, par l'UE et les États-Unis. Mais elle renoue avec les discours et les positions qui sont ceux d'un membre de l'OTAN, et pour tout dire, d'un acteur pro-occidental. Cette prise de position est importante car elle démontre que les deux protagonistes, dont on disait précédemment qu'ils avaient des approches similaires concernant la résolution des problèmes régionaux, sont en fait sur des positions différentes, pour ne pas dire opposées. Avant même la Crimée, les « printemps arabes » avaient d'ailleurs révélé des perceptions dissemblables. La crise syrienne va exacerber ces désaccords. Si la Turquie éprouve assez vite de la sympathie pour les soulèvements qui se produisent dans le monde arabe, la Russie a tendance à y voir des répliques potentielles des « révolutions de couleur » (ukrainienne, géorgienne...), qui se sont déroulées dans son étranger proche, au cours des décennies précédentes, et sont le plus souvent allées à l'encontre de ses intérêts.
- 78 En réalité, les premiers signaux, indiquant que la guerre civile syrienne peut gravement opposer les deux voisins, apparaissent dès les mois d'août et septembre 2013, suite à la décision de Barack Obama de ne pas ordonner de frappes contre le régime de Bachar el-Assad, bien qu'il ait utilisé l'arme chimique dans la banlieue de Damas. Toutefois, en



effaçant sa fameuse « ligne rouge », le président américain fait entrer la Russie de plain-pied dans la crise syrienne<sup>91</sup> ; ce qui, loin de réjouir la Turquie, l'inquiète au plus haut point. Deux ans plus tard, les relations turco-russes entrent dans une impasse. L'implication militaire de Moscou dans le conflit voit l'aéroport international de Lattaquié Bassel el-Assad devenir pour l'essentiel la base militaire russe de Hmeimim<sup>92</sup>, qui permet de conduire des bombardements spectaculaires sur les villes syriennes, rappelant ceux effectués naguère en Tchétchénie. Les déclarations faites par le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, suite à sa rencontre à Sotchi le 17 septembre avec Feridun Sinirlioğlu, le chef de la diplomatie turque dans le gouvernement intérimaire d'Ahmet Davutoğlu, sont très significatives. Lavrov exprime, en effet, son inconfort face à la décision turque d'ouvrir la base d'Incirlik à la coalition occidentale anti-Daech, révélant en l'occurrence une différence d'approche évidente des problèmes de la région. Peu après, le 23 septembre 2015, lorsqu'il vient à Moscou pour inaugurer la Mosquée-cathédrale édifée en 1904 pour la communauté tatare de Russie et entièrement reconstruite pour devenir la plus grande mosquée d'Europe, Recep Tayyip Erdoğan rappelle ces mots de Léon Tolstoï, selon lesquels la vertu la plus importante dans la vie est la bienveillance, ce qui signifie probablement qu'il espère que la Russie sera attentive au point de vue turc dans les affaires difficiles en cours. Mais le président turc poursuit en faisant allusion à un conte du célèbre écrivain :

Tolstoï dit dans une autre nouvelle que le feu allumé intentionnellement peut brûler le village entier avec la maison. Nous devons considérer les événements de notre région sous ce même angle. Nous devons essayer d'éteindre le feu qui brûle au Moyen-Orient avec bienveillance, justice et conscience. Et c'est pour cela même que nous avons accepté sans hésiter les deux millions de victimes<sup>93</sup> qui sont se sont présentées à nos frontières. C'est pour cela même que nous faisons de notre mieux pour aider ces personnes<sup>94</sup>.

- 79 Les avions de guerre russes déployés en Syrie en septembre 2015 commencent dès le début du mois d'octobre à violer l'espace aérien turc, de façon répétée, notamment dans la zone du Hatay. De surcroît, les frappes aériennes russes prennent régulièrement pour cible des forces de l'opposition syrienne, ouvertement soutenues par la Turquie, notamment des groupes turkmènes. Dès lors, la tension monte entre Ankara et Moscou, et la dimension politique soigneusement mise à l'écart antérieurement lorsqu'elle risquait de créer des conflits, revient au premier plan du discours. Cette déclaration du président Erdoğan, à son retour de Russie, au tout début du mois d'octobre 2015, indique la rapidité de la détérioration des relations du binôme :

Il n'y a rien dans les opérations que la Russie mène en Syrie qui puisse être accepté par la Turquie. Avec le temps, cette situation va conduire la Russie à l'isolement dans la région. Ses initiatives prises, en dépit de nos conseils, nous attristent, et nous inquiètent. La Russie n'a pas de frontière avec la Syrie. Que cherche-t-elle à faire ici ? En réalité, elle fait tout cela à la demande du régime syrien. Or, elle n'a pas à agir de la sorte, sous prétexte qu'un régime le lui demande<sup>95</sup>.

- 80 On constate peu après que Recep Tayyip Erdoğan hausse nettement le ton, par rapport aux premières déclarations qu'il avait faites, pour demander l'appui de l'OTAN, suite à la multiplication des violations commises par des avions russes :

Il y a des gens qui sont sensibles à la crise en Syrie, à ce que la guerre finisse, et à ce qu'Assad parte désormais, mais d'autres ne le sont pas. Il y a en ce moment à la tête de la Syrie quelqu'un qui est responsable de la mort de 350 000 personnes et qui fait régner la terreur. Certains essayent de le protéger. L'Iran en fait partie. La Russie en fait partie aussi. Ceux qui essayent de le protéger, comme la Russie actuellement en Syrie, veulent avoir une raison de transgresser nos frontières. Cette attitude bien

sûr, vous le savez, a trouvé une réponse hier dans l'ultimatum sévère formulé par l'OTAN. Il n'est pas envisageable que nous soyons patients face à ces agissements. D'ailleurs malheureusement, hier et avant-hier, certaines initiatives ont été relevées à ce propos. Laisser faire cela, non seulement n'est pas du tout acceptable pour la Turquie, mais c'est également entièrement contraire aux principes de l'OTAN. L'OTAN a ainsi pris position, et je suis convaincu qu'elle va continuer désormais. Car une attaque contre la Turquie est une attaque contre l'OTAN, il faut que cela se sache. Nos relations avec la Russie sur le sujet sont connues. Mais la Russie, si elle perd à cet égard une amie comme la Turquie, avec qui elle a de nombreuses collaborations, perdra beaucoup, il faut qu'elle le sache également<sup>96</sup>.

- 81 Ce qui ressort pour l'essentiel de ces propos, c'est que la Turquie est prête, si nécessaire, à aller jusqu'à rompre ses relations avec la Russie. De ce fait, la Turquie recherche un appui total de l'OTAN, tandis qu'elle prend rapidement ses distances avec la Russie. Il reste qu'elle est dans un état de fébrilité avancée, car dans la crise syrienne, elle se sent malgré tout assez peu soutenue. Le sommet du G20 qui se tient à Antalya, le 15 et 16 novembre 2015, aurait dû permettre aux responsables des deux pays de se parler, mais son ordre du jour est bousculé par les attentats de Daech à Paris, qui ont eu lieu deux jours avant. Du coup on y parle surtout de lutte contre le terrorisme, et Ankara ne réussit à convaincre aucun pays, à commencer par ses alliés occidentaux, de créer une zone de sécurité en Syrie. Parallèlement les Européens sont surtout intéressés par la question des réfugiés et veulent négocier avec la Turquie un nouvel accord pour enrayer les flux migratoires. Au même moment, Ankara assiste à une intensification des bombardements russes, dans le nord de la Syrie (Alep-Lattaquié), près de sa frontière. Dès cette époque, on peut dire que les relations turco-russes ne tiennent plus qu'à un fil !
- 82 La destruction de ce Su-24 par les Turcs, le 24 novembre 2015, n'est pas un événement mineur, surtout pour Moscou, car c'est la première fois depuis 1953 qu'un de ses avions est abattu par des unités du bloc occidental. Même si ses forces aériennes avaient joué avec le feu en violant à de nombreuses reprises l'espace aérien turc, la Russie est indiscutablement sous le choc et particulièrement humiliée. À cela s'ajoute le sentiment d'un échec diplomatique, celui de voir s'effondrer un rapprochement avec un membre de l'OTAN dont on avait cherché à faire un « ami proche », au cours des années passées. À cet égard, on observe que la réaction de Vladimir Poutine est extrêmement virulente. Il déclare notamment : « nous avons été poignardés dans le dos par les partenaires des terroristes ». Ce type de propos semble mettre fin à l'atmosphère positive qui régnait dans les relations du binôme<sup>97</sup>. Suite à la saisie de l'OTAN par la Turquie pour évaluer les événements, le président russe indique que cette affaire est désormais prioritaire dans son ordre du jour, en ajoutant : « L'événement tragique d'aujourd'hui va avoir des conséquences graves sur les relations Russie-Turquie<sup>98</sup> ».
- 83 Si l'on considère avec un peu de recul ce qui s'est passé, pendant les mois qui ont suivi jusqu'à la normalisation des relations turco-russes – qui est annoncée à la fin du mois de juin 2016 et consacrée par la venue de Recep Tayyip Erdoğan à Saint-Pétersbourg quelques semaines plus tard – on peut dire que Vladimir Poutine s'est d'abord employé à mettre ses menaces à exécution. Sur le plan économique, la Russie décide rapidement d'un train de sanctions qui sont assez comparables à celles que l'UE lui a appliquées après son annexion de la Crimée. Mises en œuvre à partir de janvier 2016, elles se structurent autour des points suivants : interdire aux sociétés dépendant juridiquement de la Russie et dont le centre se trouve en Turquie de mener en Russie



des activités dans les domaines relevant de la sécurité ; interdire l'embauche des ressortissants turcs en Russie ; interdire l'entrée de certaines marchandises produites en Turquie ; contrôler et inspecter de manière stricte les véhicules de transport se rendant en Russie ; suspendre tous les vols charters entre les deux pays en dehors des vols réguliers ; demander aux tour-opérateurs en Russie d'éviter de vendre des voyages en Turquie, suspendre la pratique du voyage entre les deux pays sans visa. Sur le plan politique, la réaction russe est également très abrupte. Toute la confiance établie entre les deux voisins semble subitement anéantie. Ainsi Vladimir Poutine rejette la proposition de rencontre en marge de la COP 21 à Paris en décembre 2015, que lui a rapidement présentée Recep Tayyip Erdoğan<sup>99</sup>. À la mi-décembre 2015, l'ambassadeur russe en Turquie, Andréï Karlov indique trois conditions pour que les relations entre les deux pays soient normalisées : présenter des excuses, punir les responsables de l'incident, notamment ceux qui ont tué l'un des pilotes du Su-24, réparer les dommages causés. Ces conditions ne sont pas sans rappeler celles que la Turquie avait exigées d'Israël, après l'arraisonnement meurtrier du *Mavi Marmara*, fin mai 2010. Mais l'affaire est envenimée par plusieurs facteurs.

- 84 En premier lieu, cette confrontation prend rapidement une dimension personnelle, opposant directement les présidents russe et turc. Ainsi, lors de la COP21, Vladimir Poutine affirme qu'il est prouvé que la Turquie fait du trafic de pétrole avec Daech. Il estime que la décision d'abattre l'avion russe, « a été dictée par la volonté de protéger les voies d'acheminement » de ce trafic. Recep Tayyip Erdoğan répond que si de tels faits sont prouvés, il s'engage à démissionner<sup>100</sup>. D'autres dirigeants russes reprennent ces accusations en les formulant contre des membres de la famille du président turc. Relayée par des médias russes (*Sputnik, Russia Today...*), de plus en plus présents sur les réseaux sociaux<sup>101</sup>, cette campagne n'est pas sans effets, y compris sur les opinions publiques occidentales. Depuis les événements de Gezi en 2013, l'image du leader turc s'est considérablement détériorée en Europe. Par ailleurs, en Syrie, le refus de la Turquie d'intervenir contre Daech lors du siège de Kobané a souvent été interprété comme la preuve de l'existence d'intérêts convergents, voire d'une complicité entre Ankara et l'État islamique. Enfin il ne faut pas oublier que le contexte de ces événements est aussi celui des attentats djihadistes de Paris (qui rend les opinions publiques particulièrement réceptives à ce genre de message) et celui de l'intensification de la présence en Syrie de la Russie (qui trouve dans la lutte contre le terrorisme un argument légitime pour justifier des bombardements massifs).
- 85 En second lieu, plusieurs incidents connexes vont pousser la tension à son comble. D'abord, si cet avion russe a été abattu, l'un de ses deux pilotes a été tué. Le fait qu'il l'ait été par un nationaliste turc engagé dans des milices turkmènes, présentes sur le terrain des événements, aggrave indiscutablement la responsabilité de la Turquie, en l'occurrence. Sommé de punir le coupable, à plus forte raison parce qu'il s'agit de l'un de ses ressortissants, le gouvernement turc se retrouve pris entre les sentiments nationalistes exprimée par une partie de son opinion publique et sa volonté d'éviter une escalade avec la Russie ; une entreprise d'autant plus difficile que de leur côté, les Russes manifestement vexés, n'hésitent pas à jeter de l'huile sur le feu. Ainsi le 6 décembre 2015, un incident symbolique survient, lors du passage du navire de guerre russe *Caesar Kunikov* dans les eaux du Bosphore, à Istanbul : l'un de ses marins, armé d'un lance-missiles sol-air, se tient ostensiblement en position de tir sur son pont

supérieur. L'incident est condamné par le ministre turc des Affaires étrangères comme une violation des accords de Montreux et « une pure provocation<sup>102</sup> ».

## 5.2- La dépendance énergétique mutuelle au secours d'une relation turco-russe en péril

86 Même si la crise dure jusqu'en juin 2016, on observe que les tensions les plus graves ont eu lieu en novembre et décembre 2015, c'est-à-dire peu après la destruction de l'avion ; une violation de l'espace aérien turc, par un Su-34 russe, ayant encore été dénoncée de façon appuyée par la Turquie et par l'OTAN, à la fin du mois de janvier 2016<sup>103</sup>. Par la suite, même si les relations demeurent difficiles, on relève une retenue mutuelle manifeste. À partir du printemps 2016, on a l'impression que les deux protagonistes se regardent en chien de faïence plus qu'ils ne s'affrontent désormais, la Turquie persistant à affirmer qu'elle était dans son bon droit en abattant un avion qui avait violé son espace aérien, mais regrettant la mort du pilote ; la Russie continuant à exiger des excuses d'Ankara. Mais, de part et d'autre, et notamment du côté russe, on a l'impression que les conditions posées sont en train de s'assouplir. Et lorsque Recep Tayyip Erdoğan et Binali Yıldırım adressent une lettre de félicitations à Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev, à l'occasion de la fête de la souveraineté de la Fédération de Russie, le 12 juin 2016<sup>104</sup>, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, leur répond de façon significative : « Nous aimerions une normalisation de nos relations et leur retour à la période de bonne et avantageuse coopération. Mais, en même temps, le président Poutine a clairement dit que, après ce qui s'est produit, une normalisation des relations ne sera pas possible avant qu'Ankara n'ait fait le nécessaire. » Et Victor Peskov d'expliquer que la lettre envoyée par Recep Tayyip Erdoğan et Binali Yıldırım n'était qu'un message « protocolaire » habituel, mais « qu'elle ne contenait aucune explication<sup>105</sup>. » Les liens sont pourtant renoués<sup>106</sup> et l'affaire s'achève par un véritable quiproquo, réciproquement surmonté par les deux pays, une dizaine de jours plus tard. Le 27 juin 2016, le président turc envoie à son homologue russe une nouvelle missive, déclarant, cette fois : « Je veux à nouveau exprimer ma sympathie et mes profondes condoléances à la famille du pilote qui est mort et je dis : “je suis désolé”<sup>107</sup> ». Il n'en faut pas plus pour que le Kremlin en conclue qu'Erdoğan a présenté des excuses, bien que son conseiller Ibrahim Kalın ne parle lui que de « regrets » et de « chagrin ». La polémique est pourtant vite éteinte, après la conversation téléphonique qu'ont les deux leaders, le 29 juin, et qui voit Vladimir Poutine convenir que les « conditions préalables » qu'il avait posées à une réconciliation sont réunies, et qu'elles permettent « de tourner la page de la crise. » Mais au-delà de l'atténuation de la conflictualité diplomatique de cette brouille et des efforts de rapprochement sémantiques précédemment relevés, on peut penser que d'autres facteurs expliquent la normalisation rapide des relations du binôme.

87 Les sanctions russes sur la Turquie ont surtout concerné les exportations agro-alimentaires et le tourisme. Mais ce qui préoccupait initialement le plus Ankara était de savoir si la Russie allait utiliser l'arme énergétique, et notamment couper le robinet gazier. À la fin de l'année 2015, avec l'arrivée de l'hiver et l'augmentation corrélative de la consommation électrique, la crainte turque était que la Russie ne suive une approche comparable à celle qu'elle avait eue à l'égard de la Géorgie ou de l'Ukraine, lorsqu'elles étaient entrées en dissidence. Au début du mois de décembre 2015, Recep Tayyip

Erdoğan semblait d'ailleurs préparer l'opinion et les médias, lorsqu'il s'exprimait en ces termes :

Vous le savez, nous n'avons pas vécu toute notre vie avec le gaz naturel. Le temps depuis lequel nous utilisons le gaz naturel est limité. Notre peuple est habitué à la souffrance. Par ailleurs, il n'y a pas de situation dont on ne puisse se sortir, même privé du gaz naturel russe. J'ai déjà dit que l'on peut importer du gaz naturel de nombreux autres pays en dehors de la Russie<sup>108</sup>.

- 88 Dans le sillage des propos de Recep Tayyip Erdoğan, les médias turcs abordent le problème de façon assez prosaïque et provoquent des réactions assez populistes. Ainsi à un journaliste qui lui demande ce qu'il ferait si Poutine coupait le gaz, un habitant d'Erzurum répond « si nécessaire, nous brûlerons de la bouse<sup>109</sup> », en insistant sur la nécessité pour la Turquie de défendre ses frontières et pour Poutine de s'excuser de les avoir violées. Tenus au même moment, les propos du premier ministre Ahmet Davutoğlu sont plus élaborés. Si Poutine prive la Turquie de gaz cet hiver, la Turquie ne se chauffera pas à la bouse de vache, parce que son premier ministre est en train de mettre sur pied des solutions d'urgence, déclare-t-il en substance. Mais, ce faisant, Davutoğlu admet en creux que les conséquences de la destruction d'un avion russe par la Turquie n'ont pas été vraiment évaluées, et que son pays est peu préparé à d'éventuelles sanctions gazières qui viendraient de Moscou<sup>110</sup>.
- 89 En réalité, la destruction du Su-24 a reposé le problème de la dépendance énergétique turque à l'égard de la Russie avec acuité. On s'est demandé à nouveau pourquoi et comment les gouvernements turcs successifs avaient pu contribuer à l'avènement de ce qui pouvait apparaître, à première vue, comme une aberration. La réponse se trouve sans doute dans la géopolitique d'un pays comme la Turquie, exposé, dans une région particulièrement instable, aux aléas de crises internationales à répétition. L'approvisionnement potentiel de ce pays en hydrocarbures a été directement affecté par les crises intérieures et extérieures des producteurs voisins, notamment par la guerre en Irak, par les embargos successifs contre l'Iran ou les difficultés techniques d'acheminement des ressources de la mer Caspienne. Eu égard aux multiples problèmes des producteurs de la région, la Russie est ainsi devenue pour la Turquie un fournisseur d'une fiabilité sans égale, pouvant lui procurer de façon constante l'énergie nécessaire au développement de son économie.
- 90 Mais dans le cas présent, il est important d'observer que la dépendance du client a engendré une dépendance du fournisseur. Car pour la Russie, exporter ses ressources vers un grand marché en expansion rapide comme la Turquie, qui plus est sans intermédiaire, c'est en fait pouvoir compter sur un client très fiable ; ce qui est aussi un atout appréciable. Lorsque l'on regarde les chiffres, on s'aperçoit que la Turquie, par ses achats gaziers assure un revenu d'environ 15 milliards de dollars par an à l'économie russe. Ce chiffre est supérieur aux revenus assurés par les ventes d'armes dont la Russie s'enorgueillit régulièrement. Il faut préciser en outre que si, dans le calcul de la balance commerciale entre les deux pays, on retire les revenus pétroliers et gaziers, le pays déficitaire devient alors la Russie, à concurrence de 2,5 milliards de dollars par an. En conséquence, il devient clair que les deux pays se sont progressivement liés par leur dépendance réciproque. Deux déclarations sont à cet égard symptomatiques. La première a été faite, alors que la brouille turco-russe de 2015-16 s'annonçait, par la porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, Mariya Zaharova :

Je ne vois aucune raison pour que les relations Turquie-Russie se détériorent et que soit vécue une quelconque difficulté, notamment au niveau de la coopération économique. Les relations bilatérales avancent d'une manière assez dynamique<sup>111</sup>.

- 91 La seconde a été faite par le premier ministre, Ahmet Davutoğlu, après la destruction de l'avion alors qu'on l'interrogeait sur un éventuel embargo russe sur le gaz naturel :

Les relations turco-russes ne sont pas des relations pouvant se rompre facilement, ce sont des relations où nous sommes en situation de besoin réciproque. Je ne pense pas que la Russie ait recours à de tels moyens pour l'énergie. Les engagements complexes, le droit international font que nous sommes le deuxième client de la Russie. Nous avons des droits et des engagements réciproques<sup>112</sup>.

- 92 Si l'on sort d'une approche à courte vue, on comprend qu'entraver le commerce avec un partenaire énergétique fiable comme la Turquie, en lui appliquant des sanctions, n'est pas du tout une stratégie raisonnable. La Russie a surtout utilisé l'arme de la dépendance dans les négociations sur la fixation des prix, et là encore, on remarque que la Turquie est parvenue à renégocier les tarifs initiaux<sup>113</sup>.

- 93 En dépit de cette dépendance réciproque et du fait qu'elle ait d'emblée neutralisé la tentation d'un embargo russe, la brouille turco-russe de 2015-2016 a ravivé la méfiance de part et d'autre. Ce retour de la peur du grand voisin russe incite la Turquie à reprendre sa réflexion sur la diversification de l'approvisionnement gazier. La première réaction turque en l'occurrence fut de se tourner vers la Caspienne et vers son traditionnel allié azerbaïdjanais. Le projet de gazoduc transanatolien TANAP avait d'ailleurs été lancé depuis 2011. Et peu après la destruction de l'avion russe, le 3 décembre 2015, lors d'une visite à Bakou, Ahmet Davutoğlu déclare que les deux parties ont décidé d'achever le TANAP avant 2018, c'est-à-dire avant la date initialement prévue. Les raisons de cet empressement affleurent dans les propos de d'Ahmet Davutoğlu, qui évoque aussi la nécessité de sécuriser les approvisionnements européens et le rôle que la Turquie peut jouer en tant que pays fiable de transit :

Il y a de nouvelles menaces et de nouveaux risques dans la région, nous devons y être prêts. Nous allons travailler jour et nuit. Le projet TANAP va aussi influencer les équilibres à l'intérieur de l'Europe. La distribution d'énergie via la Turquie est la route la plus fiable. Le développement de la Turquie signifie le développement de l'Azerbaïdjan<sup>114</sup>.

- 94 Au même moment, le 2 décembre 2015, le président Erdoğan se rend au Qatar, autre allié d'Ankara, pour la signature, entre la compagnie turque BOTAŞ et la compagnie nationale du pétrole du Qatar, d'un accord préalable qui va permettre à la Turquie d'importer depuis ce pays, à long terme et régulièrement, du GNL (gaz naturel liquéfié). On observe enfin que, pendant sa brouille avec Moscou, Ankara a accéléré la recherche d'un accord avec Tel-Aviv, pour clore la crise de six ans, déclenchée par l'affaire du *Mavi Marmara*, au point que ce différend s'achèvera en même temps que la crise turco-russe. Or, on sait que les questions gazières, et notamment l'évacuation du gaz du gisement israélien *Leviathan* vers l'Europe, via la Turquie, ont été présentes dans les négociations turco-israéliennes...

- 95 En résumé, la crise turco-russe de 2015-2016 a permis de poser la question de la dépendance gazière de la Turquie en terme sécuritaire. Pourtant, même si la démonstration de l'existence d'une dépendance réciproque semble diminuer les risques, elle ne règle pas totalement la question. Car l'ajout d'une dépendance nucléaire à cette forte dépendance gazière et les développements que l'on peut en attendre, sont malgré tout, à bien des égards, inquiétants.

## 6- La construction d'une nouvelle relation turco-russe

- 96 Si elle veut être stratégique la relation du binôme ne peut se contenter de la bonne santé prometteuse de leurs échanges énergétiques qui leur fait oublier les antagonismes qui demeurent. Dès lors, il faut construire une nouvelle relation basée sur la convergence politique. Un exercice périlleux...

### 6.1 - Le contexte et les raisons de la normalisation

- 97 La nouvelle accalmie qui suit la normalisation des relations turco-russes, endommagées depuis huit mois, est aussi l'heure du bilan. Car, en dépit de sa faible durée, la violence de la crise a compromis un travail mené avec constance depuis quinze ans.
- 98 Même si elles n'ont pas concerné l'énergie et obligé les Turcs à se chauffer à la bouse de vache, les sanctions économiques décidées par Moscou se sont rapidement fait sentir, notamment dans les domaines touristique et agricole. Les professionnels turcs du tourisme ont vécu en 2015-2016 leur pire saison, depuis la guerre d'Irak de 2003, perdant d'un coup la presque totalité de leur clientèle russe<sup>115</sup>. Et ce, au moment même où la multiplication des attentats de Daech en Turquie faisait fuir les touristes occidentaux. Les exportations vers la Russie de légumes frais, notamment de tomates ont chuté de façon spectaculaire, en quelques mois<sup>116</sup>. Les échanges commerciaux entre les deux pays se sont ainsi contractés, passant de 31,5 milliards de dollars, en 2014, à 23,3 milliards de dollars, en 2015. Cette évolution a rapidement détérioré l'image de la Russie dans l'opinion publique turque. La lecture de l'étude *Perceptions par l'opinion publique de la politique extérieure turque* menée par l'Université Kadir Has d'Istanbul, de manière régulière, depuis 2011, montre qu'en janvier 2016, consécutivement à la crise, 64,7 % des Turcs placent la Russie en tête des pays constituant une menace. Le grand voisin du nord, qu'on avait oublié, détrône ainsi Israël, qui polarisait la peur de l'opinion publique, dans les études précédentes<sup>117</sup>.
- 99 Sur le plan politique et stratégique, et notamment dans le conflit syrien, à l'origine de la crise, la Turquie n'a guère retiré de bénéfice de sa brouille ponctuelle avec les Russes. En froid avec ses alliés occidentaux depuis le siège de Kobané et son refus de combattre de Daech, elle ne peut guère espérer utiliser sa nouvelle hostilité à l'égard de Moscou pour retrouver la confiance de ses partenaires de l'OTAN. En octobre 2015, les États-Unis et l'Allemagne ont retiré les missiles Patriot qu'ils avaient installés sur la frontière turque, alors même que la Russie était en train de s'impliquer militairement dans le conflit syrien. En Syrie, la préoccupation principale des États-Unis n'est plus le régime de Damas soutenu par les Russes, mais désormais l'État islamique dont les attentats frappent les capitales occidentales. La Turquie a certes ouvert sa base d'Incirlik à la coalition internationale anti-Daech, mais elle s'inquiète du soutien des Américains aux milices kurdes YPG<sup>118</sup> qui sont devenues leur bras armé sur le terrain. Ainsi, du fait du maintien d'une relation difficile avec Washington, de sa rivalité nouvelle avec Moscou et de l'inexistence militaire des rebelles sunnites syriens qu'il soutient sur le terrain, le gouvernement turc se retrouve isolé au Proche-Orient et dispose de peu de leviers pour peser sur le conflit syrien<sup>119</sup>, dont il subit pourtant directement les conséquences (attentats de Daech, crise migratoire, incidents de frontière...).

100 Eu égard à cette situation économique et géopolitique, on comprend que les Turcs aient été les plus actifs dans les démarches qui ont conduit à la réconciliation<sup>120</sup>. Mais il est important d'observer que cette dernière est aussi intervenue au moment où survenaient d'importants changements dans la politique intérieure et extérieure de la Turquie. En effet, au début du mois de mai 2016, quelques semaines avant la normalisation des relations du binôme, le premier ministre Ahmet Davutoğlu, qui était en fonction depuis 2014, a été remplacé par Binali Yıldırım, un fidèle de longue date de Recep Tayyip Erdoğan. La première tâche assignée à ce nouveau chef de gouvernement est d'accélérer le processus visant à instaurer un régime présidentiel en Turquie. Force est de constater que ce tournant politique et ses conséquences, loin de ramener la Turquie dans les bras de ses partenaires européens, l'en éloignent, car Bruxelles s'inquiète déjà depuis plusieurs années, et notamment, depuis les événements de Gezi et l'accession d'Erdoğan à la présidence, de la dérive de la Turquie vers un système de plus en plus autoritaire et un pouvoir de plus en plus personnel. Pourtant, l'arrivée de Binali Yıldırım à la tête du gouvernement a également des effets sur la politique étrangère de la Turquie, car elle donne le coup de grâce aux doctrines idéalistes, qui avaient antérieurement porté aux zéniths Ahmet Davutoğlu. Binali Yıldırım affiche une ligne beaucoup plus pragmatique. Plutôt que d'être ami avec tous ses voisins, comme le voulait son prédécesseur, il estime qu'on ne doit pas « multiplier ses amis et ignorer ses ennemis », mais essayer « d'avoir plus d'amis que d'ennemis » surtout parmi ceux qui pèsent sur la scène régionale<sup>121</sup>. Cette posture va conduire la Turquie à la normalisation, au même moment, de sa relation avec la Russie et avec Israël<sup>122</sup>. Mais ce mouvement et surtout la réconciliation avec la Russie est suivie par l'échec du coup d'État manqué du 15 juillet 2016, qui donne une formidable occasion au président russe de reconquérir les faveurs de son partenaire turc<sup>123</sup>. Car, que Vladimir Poutine ait ou non prévenu Recep Tayyip Erdoğan du putsch qui se préparait, il se retrouve à l'issue de celui-ci, dans une situation beaucoup plus favorable et crédible pour manifester son soutien à son homologue turc, que les Européens embarrassés par la rigidification du régime qui s'annonce et que les Américains qui donnent asile à Fethullah Gülen, accusé d'être le cerveau du complot<sup>124</sup>.

101 Ces différents événements vont influencer directement sur la reconstruction de la relation turco-russe. Alors même que les rapports qui s'étaient établis depuis la fin de la guerre froide avaient suivi une démarche fonctionnaliste, consistant à parier qu'un renforcement de la coopération économique générerait un rapprochement politique, l'incident du 24 novembre 2015 a bien montré qu'il n'en était rien ou qu'en tout cas les instances politiques de routine produites par des liens économiques n'avaient pas été en mesure de répondre efficacement à une crise politique grave. Dès lors, on observe que c'est sur une base beaucoup plus politique et beaucoup plus stratégique que les relations turco-russes essayent de se reconstruire. Cette tendance s'observe d'abord dans la fréquence et l'intensité des visites qui ont lieu de part et d'autre, au plus haut niveau. Recep Tayyip Erdoğan est à Saint-Pétersbourg, dès le 9 août 2016, moins d'un mois après la tentative de coup d'État ; ce que Vladimir Poutine souligne, en y voyant la preuve du désir de restaurer rapidement la relation du binôme<sup>125</sup>. Les deux hommes se retrouvent ensuite, le 3 septembre 2016, dans la ville de Hangzhou en Chine, à l'occasion d'un Sommet du G20, avec à leurs côtés de grandes délégations de ministres qui attestent de l'importance donnée à la rencontre. Au total, les deux leaders vont se rencontrer cinq fois dans l'année qui suit la réconciliation. Cette fréquence n'est pas un phénomène factice, elle est portée bien sûr par la nécessité de restaurer les relations

économiques. En l'occurrence, la convalescence est rapide. Le volume des échanges commerciaux, qui avait chuté de 32 % pendant l'année précédente de crise, comble ses pertes par une augmentation de 31,5 %, dès les sept premiers mois de 2017. Cette célérité dans le rétablissement des échanges ne se fait pas naturellement, elle découle de l'activisme de la diplomatie turque, qui a intérêt à faire lever les sanctions dont elle a été victime. Elle résulte également de la promptitude de la Russie à relancer de gros projets phares comme la centrale nucléaire d'Akkuyu et le gazoduc *Turkish Stream*.

- 102 Pourtant c'est la densité de l'actualité politique régionale et la conviction de la place conjointe qui peut y être la leur, qui incitent les deux parties à se retrouver. En Syrie notamment, pour des raisons différentes, les deux pays sont dans une impasse. La Turquie s'est exclue du conflit, du fait de ses positions sur Daech et les Kurdes, qui l'ont éloignée de ses alliés occidentaux. La Russie, à l'issue du bilan mitigé de son engagement militaire et des incertitudes de ses objectifs, l'a considérablement réduit, et souhaite trouver de nouvelles modalités d'intervention. On observe que, dès la rencontre Saint-Petersbourg, en août 2016, les deux présidents isolent la Syrie, et en font un volet séparé de leurs discussions. Cette priorité syrienne laisse en fait présager le rapprochement spectaculaire qui va suivre rapidement, et voir le binôme trouver un terrain d'entente. La crise syrienne, qui avait été la cause de la rupture entre les deux pays, va devenir ainsi le terreau de leur réconciliation.

## 6.2 - Rapprochement paradoxal en Syrie et tentative d'approfondissement stratégique de la coopération entre les deux pays

- 103 La crise syrienne est donc au cœur des relations turco-russes restaurées depuis 2016. Isolée pour être traitée de façon prioritaire par Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdoğan dès leurs retrouvailles d'août 2016, à Saint-Petersbourg<sup>126</sup>, elle devient un thème central de l'ordre du jour des rencontres et des conversations téléphoniques fréquentes des deux leaders. Pour la Turquie, le sujet n'est pas seulement un problème de relations avec les puissances qui comptent sur la scène internationale, c'est une question considérée comme vitale, parce qu'elle touche à ses intérêts supérieurs. La présence depuis 2013 d'une zone kurde, de fait quasi-indépendante, dans le nord-est de la Syrie, inquiète Ankara au plus haut point, parce que ce territoire est sous le contrôle d'organisations (PYD-YPG-SDF), proches du PKK, qui mène une guérilla dans le sud-est de la Turquie depuis trente-cinq ans. Plus préoccupant encore pour le gouvernement turc, ces Kurdes syriens sont devenus des acteurs fondamentaux de la crise syrienne, reconnus comme tels par les États-Unis qui, non seulement leur fournissent armes et conseils, mais ont déclaré avoir retiré leurs organisations de la liste des instances qu'ils considèrent comme terroristes pour les ériger au rang de partenaires « fiables » dans la lutte menée contre Daech. On se souvient des réactions très émotionnelles de la presse turque après la révélation de photos montrant les soldats des forces spéciales américaines fraternisant avec des membres des YPG. Le positionnement américain dans le conflit syrien, notamment à l'égard des Kurdes, a contribué à la détérioration rapide de la relation turco-américaine, en particulier à la fin de la présidence Obama. Les Turcs ont vécu la coopération militaire kurdo-américaine comme une véritable trahison des États-Unis, même s'ils ont, eux aussi, une part de responsabilité dans cette situation, du fait de la posture ambiguë qu'ils avaient adoptée, au début de l'offensive



de Daech en Syrie en 2013 et surtout pendant le siège de Kobané. Dans ces conditions, on comprend que les Russes, en tolérant la conduite de deux opérations militaires turques dans le nord de la Syrie, aient permis à la Turquie de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouvait et de se remettre à peser sur le conflit syrien. Lancée le 24 août 2016, c'est-à-dire un mois après l'échec de la tentative de coup d'État et dans le contexte des retrouvailles entre Ankara et Moscou, l'opération Bouclier de l'Euphrate (*Fırat Kalkanı*) a vu la Turquie chasser Daech de sa frontière, en prenant le contrôle, notamment de Jarablous et d'El-Bab, pour au bout du compte empêcher le PYD-YPG de s'installer dans ce secteur, sur la rive occidentale de l'Euphrate. Quant à l'opération Rameau d'olivier (*Zeytin Dalı*), menée pour l'essentiel entre janvier et mars 2018, elle a amené l'armée turque à se saisir de l'enclave d'Afrine, élargissant son emprise territoriale en Syrie. Ainsi dans le nord de ce pays, toujours en guerre et en attente d'un règlement, Ankara dispose désormais d'une zone d'influence conséquente qu'elle administre, reconstruit et où elle tente de réimplanter des réfugiés syriens<sup>127</sup>. À l'automne 2018, le gouvernement turc a même menacé à plusieurs reprises de lancer une nouvelle opération militaire contre les milices kurdes cette fois, sur la rive orientale de l'Euphrate, en demandant aux forces spéciales américaines qui se trouvent dans la zone de se retirer. En décembre 2018, le président Trump a annoncé, en des termes flous, un retrait de ces forces qui n'a finalement pas eu lieu. Pendant l'été 2019, les États-Unis ont accepté toutefois de mettre en place « une zone de sécurité », sous commandement conjoint turco-américain, qui a peine à se mettre en place<sup>128</sup>. À l'automne 2019, alors même qu'Ankara réitérait son intention d'intervenir sur la rive orientale de l'Euphrate contre les YPG, Donald Trump a annoncé le retrait des troupes américaines qui y étaient encore stationnées ouvrant la voie à une nouvelle offensive turque en Syrie, baptisée *Source de paix* (*Barış Pınarı*)<sup>129</sup>.

104 Pour la Russie, cette installation de la Turquie dans le nord de la Syrie ne va pas sans poser certains problèmes, au moment où justement elle tente de rétablir le régime de Damas dans sa souveraineté, sur son territoire, pour mettre un terme à la crise qui dure depuis 2011. Mais cette présence turque est probablement le prix à payer pour pouvoir compter sur la participation d'Ankara au processus d'Astana, cette plate-forme tripartite (russo-irano-turque) créée en janvier 2017, qui lui a permis de prendre une position déterminante dans la résolution du conflit syrien, en excluant les Occidentaux. Au terme des mécanismes mis en place par le processus d'Astana, la présence militaire turque pose problème dans un autre secteur : l'enclave d'Idlib où se trouvent près de 4 millions de réfugiés et les dernières forces rebelles syriennes importantes (dont une forte proportion est constituée de groupes djihadistes). « Zone de cessez-le-feu » placée sous la responsabilité de l'armée turque, au terme de l'accord d'Astana du 4 mai 2017, qui en avait instauré quatre (les autres étant la Ghouta orientale, Deraa et Restane), Idlib est la seule à n'être pas tombée sous le contrôle du régime syrien, qui demande désormais aux Russes de pouvoir procéder à sa reconquête<sup>130</sup>. Mais Vladimir Poutine a montré jusqu'à présent qu'il souhaitait préserver une convergence avec la Turquie qui lui a permis de prendre une position majeure dans la recherche d'un règlement du conflit syrien. Il y a là un enjeu qui dépasse cette seule crise syrienne et qui concerne le grand retour de la Russie au Moyen-Orient et sa capacité à y favoriser la stabilité. Cela confirme que la restauration de la relation du binôme turco-russe s'est faite sur des bases stratégiques et politiques, impliquant que les deux pays se persuadent qu'ils sont capables de jouer un rôle de pivot dans la région et dans l'aire eurasiatique. Plus que d'un rapprochement pur et



simple, cette capacité résulte plus de l'aptitude des deux protagonistes à déployer dans cet espace une diplomatie du grand écart (*split diplomacy*). En allant vers la Russie, la Turquie fait pression sur les États-Unis pour leur faire payer ce qu'elle considère comme des infidélités (notamment leur alliance avec les Kurdes syriens). Mais elle ne peut remettre en cause ses alliances, car son soutien n'a d'intérêt pour les Russes que parce qu'elle est un membre de l'OTAN qu'ils débauchent<sup>131</sup>.

105 La convergence turco-russe restaurée n'est pourtant pas qu'un rapprochement de circonstance, elle s'appuie désormais sur un partenariat qui dépasse la simple communauté ponctuelle d'intérêt économique, et qui touche à des secteurs vitaux comme l'énergie et l'armement. Il est assez significatif que, dès le début de leurs retrouvailles de 2016, les deux pays aient mis en avant leur accord pour relancer de grands projets d'infrastructure comme le gazoduc *Turkish Stream* et la centrale nucléaire d'Akkuyu, comme s'ils voulaient dépasser le seul commerce des hydrocarbures et montrer qu'ils liaient totalement leur destin en matière énergétique, pour les années à venir<sup>132</sup>. Toutefois, il est encore plus symptomatique qu'ils aient décidé de coopérer dans le domaine de l'armement, celui des missiles de défense aérienne. La livraison de missiles S-400 russes, en juillet 2019, vient consacrer un processus assez long qui illustre la convergence du binôme dans la conduite de la diplomatie du grand écart. En 2013, en faisant le choix des missiles chinois<sup>133</sup>, Ankara avait une première fois exprimé sa défiance à l'égard d'un allié américain qui s'éloignait d'elle dans le conflit syrien ou, en tout cas, qui décevait les espoirs que la présidence Obama avait fait naître au tout début de son mandat<sup>134</sup>. Par la suite, il est vrai que les réactions hostiles de l'OTAN, la répression des Ouïghours par Pékin dans le Xinjiang, et la brouille avec la Russie ont mis un terme à cette perspective de coopération turco-chinoise. Or, pendant l'été 2016, force est de constater que cette question est l'une de celles qui sont au menu de la restauration des relations turco-russes, Vladimir Poutine proposant à la Turquie de l'équiper en S-400. Le cheminement qui a conduit à ce que cette proposition se concrétise est désormais connu, mais on ne peut manquer d'observer qu'en optant pour les S-400, Ankara a fait payer à Washington une série de positions jugées inacceptables venant d'un allié. Il s'agit, d'une part, du refus d'engagement américain en Syrie qui a abouti à l'implication diplomatique puis militaire de la Russie dans le conflit, alors même que parallèlement les États-Unis retiraient leur batterie de missiles Patriot du territoire turc. D'autre part, intervient la décision américaine de faire des milices kurdes YPG leur allié principal dans la résolution de la crise syrienne. Pourtant, si les Turcs ont poussé leur entente avec la Russie jusqu'au domaine sensible de l'armement, c'est peut-être aussi parce qu'un troisième ressentiment s'est ajouté aux précédents : celui de la suspicion d'une implication américaine dans le coup d'État manqué de juillet 2016, ce dont le refus d'extradition de Fethullah Gülen par Washington attesterait en dernière instance.

106 En dépit de cette évolution, la Turquie a voulu convaincre de son attachement à l'OTAN<sup>135</sup>. Mais bien que Donald Trump ait cherché à minorer la décision turque d'acquisition des S-400, en en rendant Barack Obama responsable<sup>136</sup> et en évitant que la Turquie ne soit sanctionnée sur la base des règles du CAATSA (*Countering America Adversaries Through Sanctions Act*), la livraison des S-400 a déjà généré le début d'une réaction en chaîne. Les États-Unis ont en effet exclu la Turquie du programme de fabrication et d'acquisition de leur avion de combat F-35. Le 27 août 2019, de Moscou où se tenait le MAK (Salon aéronautique et aérospatial) et, alors qu'arrivait en Turquie une deuxième batterie de S-400, Recep Tayyip Erdoğan a voulu indiquer à Washington

qu'il examine désormais une alternative au F-35 et envisage notamment l'acquisition du Su-57, son « équivalent » russe<sup>137</sup>. Cette nouvelle perspective conforterait bien sûr la coopération militaire entre les deux pays en lui donnant une tout autre dimension<sup>138</sup>. Mais elle rendrait la situation de l'armée turque dans l'OTAN de plus en plus anachronique. Ainsi une pratique durable de la diplomatie du grand écart tend à vider la relation turco-occidentale de sa substance et pourrait la rendre à terme obsolète...

## En guise de conclusion...

- <sup>107</sup> Les relations turco-russes de la période post-bipolaire ont suivi un cours instable, faites de rapprochements spectaculaires mais aussi de crises qui sont allées, au moins une fois, jusqu'à la rupture. Il est vrai qu'au cours des trois décennies qui ont suivi la guerre froide, en dépit de cette inconstance, une convergence croissante s'est affirmée. Cette réussite a été marquée par un ensemble d'initiatives politiques, économiques et culturelles qui ont permis d'institutionnaliser les rapports entre les deux pays. Les relations économiques et notamment le commerce des hydrocarbures ont sans doute contribué au renforcement des rapports turco-russes. Cependant, on constate que la démarche qui a longtemps consisté à privilégier la convergence d'intérêts économiques, pour faire oublier les divergences politiques et stratégiques, est désormais révolue. La coopération qui s'est reconstruite entre les deux pays après l'épisode pénible de 2015-2016 le montre bien, car des antagonismes demeurent. Accueillant le nouveau président ukrainien, en juillet 2019, les Turcs ont rappelé leur refus de l'annexion de la Crimée<sup>139</sup>. En Syrie, malgré le processus d'Astana, les deux pays sont loin de partager la même vision du règlement final du conflit. Pourtant, on constate que ces désaccords n'empêchent pas de donner corps à une coopération plus confiante. Ainsi Recep Tayyip Erdoğan est allé à Moscou, en août 2019, pour discuter avec Vladimir Poutine de l'épineuse situation d'Idlib et apparemment cet échange n'a pas été concluant<sup>140</sup>. Mais cela n'a pas empêché les deux leaders de manifester leur souhait de renforcer leur coopération militaire dans les domaines aéronautique et aérospatial<sup>141</sup>. À bien des égards, on peut dire que le binôme est passé d'une antinomie déclarée produisant de la tension à une antinomie maîtrisée générant de la convergence<sup>142</sup>. Dans l'espace eurasiatique où ils ont longtemps vécu dans la rivalité, Turcs et Russes tentent aujourd'hui de trouver un terrain d'entente pour jouer un rôle de pivot. Cette stratégie permet à la Russie d'essayer de reconquérir son statut de puissance internationale, et voit par ailleurs la Turquie rêver de retrouver une autonomie à laquelle elle avait dû renoncer à l'époque de la guerre froide, en entrant dans le bloc occidental pour des raisons sécuritaires. Il reste que le grand écart entre une appartenance détériorée à l'OTAN et une dépendance énergétique, voire militaire croissante avec la Russie<sup>143</sup>, risque d'être difficile à concilier dans un espace eurasiatique et proche-oriental traversé par de multiples conflits.

## NOTES

1. Monceau Nicolas, « Les relations entre la Russie et la Turquie : entre partenariat stratégique et rivalités régionales », in Fines Francette et al., *La puissance russe entre émergence et renaissance*, Pédone, Paris, 2019
2. *Türk-Rus İlişkilerinde 500 Yıl : 1491-1992, Ankara, 12-14 Aralık 1992*, TTK, Ankara ; Oreškova S.F., “Rusya ve Osmanlı İmparatorluğu Arasındaki Savaşlar: Sebepleri ve Kimi Tarihi Sonuçları”, in Kazgan Gülten ve Ulçenko Natalya (éds.), *Dünden Bugüne Türkiye ve Rusya: Politik, Ekonomik ve Kültürel İlişkiler*, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, İstanbul, 2003. Voir aussi : Marcou Jean, « L'éternelle peur turque du grand voisin russe », *Diplomatie, Les grands dossiers* 21, juin-juillet 2014, p. 59-60, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri\\_jean\\_18-07-2014\\_diplomatie\\_nouvel\\_ordre\\_mondial.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_jean_18-07-2014_diplomatie_nouvel_ordre_mondial.pdf); Minassian Gaïdz, « Les relations Turquie-Russie : Je t'aime moi non plus », *Le Monde*, 5 août 2016, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/05/les-relations-turquie-russie-je-t-aime-moi-non-plus\\_4979039\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/08/05/les-relations-turquie-russie-je-t-aime-moi-non-plus_4979039_3232.html); Bilener Tolga, *La Turquie et la Chine : une nouvelle convergence en Eurasie*, L'Harmattan, Paris, 2019, p. 191 et s.
3. Le décompte de ces guerres est discuté et discutable, toutes en outre ne sont pas uniquement turco-russes, et impliquent parfois d'autres puissances. Dans le décompte que nous proposons, il s'agit de : la guerre de 1568-1570 (entre le tsarat de Russie et l'Empire ottoman à propos du Khanat d'Astrakhan) ; la guerre de 1676-1681 (entre les Empires russe et ottoman, à propos de l'Ukraine) ; la guerre de 1686-1700 (partie d'un conflit plus large opposant les puissances européennes à l'Empire ottoman) ; la guerre de 1710-1711 (qui permet aux Ottomans de reprendre le contrôle d'Azov) ; la guerre de 1735-1739 (qui concerne aussi l'Autriche et qui permet aux Ottomans de conserver Azov et d'obtenir Belgrade et l'Olténie) ; la guerre de 1768-1774 (première grande défaite des Ottomans qui voit les Russes accéder à la mer Noire en prenant possession de la Crimée, d'Azov et de la presqu'île de Kinburn) ; la guerre de 1787-1792 (nouvelle guerre impliquant aussi l'Autriche, qui se termine par une défaite des Ottomans qui perdent la province de Yedisian, en Ukraine) ; la guerre de 1806-1812 (qui voit les Ottomans perdre la Bessarabie) ; la guerre de 1828-1829 (une défaite des Ottomans qui perdent les bouches du Danube) ; la guerre de 1853-1856 ou « guerre de Crimée » (qui implique aussi la France et le Royaume-Uni, soutenant l'Empire ottoman, pour tenter de bloquer la marche de la Russie vers les mers chaudes) ; la guerre de 1914-17 (appelée parfois « campagne du Caucase », elle est en fait l'épisode russo-ottoman de la Première Guerre mondiale, et s'achève avec la révolution bolchévique, l'armistice d'Erzincan et le retrait russe du Caucase) ; la guerre de 1918 (appelée parfois « bataille de Bakou », elle consiste en une offensive de « l'armée islamique du Caucase » – turco-azerbaïdjanaise – sur Bakou, contre des forces russes, arméniennes et britanniques, et sera suivie d'un conflit turco-arménien en 1920, qui verra la Turquie contemporaine conserver la maîtrise des province de Kars et d'Ardahan).
4. Kurat Akdes Nimet, *Türkiye ve Rusya*, Kültür Bakanlığı, Ankara, 1990.
5. Cette expression célèbre est attribuée un peu abusivement au tsar Nicolas I<sup>er</sup>, qui l'aurait utilisée lors de discussions avec les Britanniques, parlant d'un « homme malade », mais semble-t-il pas de « l'homme malade de l'Europe ». Cette extension aurait été le fait de la presse de l'époque. Cf. Bellaigue de, Christopher, “The Sick Man of Europe”, *New-York Review of Books* 48(11), 5 juillet 2001. <https://www.nybooks.com/articles/2001/07/05/the-sick-man-of-europe/>.
6. Aydın Mustafa, “Determinants of Turkish Foreign Policy: Historical Framework and Traditional inputs”. *Middle Eastern Studies* 35 (4), 2006, p. 157. DOI : 10.1080/00263209908701290.
7. Sur cette période, cf. Georgeon François, *Abdulhamid II, le sultan calife (1876-1909)*, Fayard, Paris, 2003.

8. Sur l'engagement de l'Empire ottoman dans la Première Guerre mondiale, cf. Moreau Odile, *La Turquie dans la Grande Guerre, de l'Empire ottoman à la République de Turquie*, Éditions SOTECA, Paris, 2016.
9. Cf. Çelikkpala Mitat, "Bügüne tarih olarak bakmak Türkiye-Rusya ilişkilerinin serencamı ve geleceği", EDAM 2019/5, [http://edam.org.tr/wp-content/uploads/2019/05/MITAT\\_BUGUNE-TARIH-OLARAK-BAKMAK-1.pdf](http://edam.org.tr/wp-content/uploads/2019/05/MITAT_BUGUNE-TARIH-OLARAK-BAKMAK-1.pdf).
10. Gürün Kamuran, *Türk-Sovyet İlişkileri (1920-1953)*, TTK Yayınları, Ankara, 1991 ; Kılıç Selami, *Türk-Sovyet İlişkilerinin Doğuşu*, Dergâh Yayınları, İstanbul, 1998 ; Yerasimos Stefanos, *Kurtuluş Savaşı'nda Türk-Sovyet İlişkileri 1917-1923*, Boyut Yayınları, İstanbul, 2000.
11. Sur ce point, cf. Dumont Paul, « Bolchévisme et Orient, le parti communiste de Mustafa Suphi (1918-1921) », *Cahiers du monde russe*, 1977, p. 377-409. DOI : 10.3406/cmr.1977.1300.
12. Rappelons que, presque à l'égal du traité de Lausanne (1923), la Convention de Montreux (1936), qui donne à la Turquie d'Atatürk le contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles, est considérée comme un texte fondateur de l'indépendance turque.
13. Bilge Suat, *Güç Komşuluk Türkiye-Sovyetler Birliği İlişkileri 1920-1964*, İş Bankası Kültür Yayınları, Ankara, 1992. Pour une étude des revendications dans le contexte de la question arménienne, voir Turan Ömer et Gürkan Öztan Güven, *Devlet Akı ve 1915 : Türkiye'de "Ermeni Meselesi" Anlatısının İnşası*, İletişim Yayınları, İstanbul, 2018.
14. Aydın Mustafa, "Between Euphoria and Realpolitik: Turkish Policy toward Central Asia and the Caucasus", in Aydın Mustafa et Ismael Tareq Y. (éds.) *Turkey's Foreign Policy in the 21<sup>st</sup> century. A Changing Role in World Politics*, Ashgate, Burlington, 2003, p. 139-160. DOI : 10.4324/9781315198736.
15. Cf. Marcou Jean, « La politique étrangère turque face aux défis de la nouvelle donne en Europe balkanique, en mer Noire et en Asie centrale » in Thobie Jacques, Perez Roland et Kançal Salgur, *Enjeux et rapports de force en Turquie et en Méditerranée orientale*, [Varia Turcica], L'Harmattan, Paris, 1996.
16. Larrabee F. Stephen et Lesser Ian, *Turkish Foreign Policy in an Age of Uncertainty*, RAND, Arlington, 2003. [https://www.rand.org/pubs/monograph\\_reports/MR1612.html](https://www.rand.org/pubs/monograph_reports/MR1612.html).
17. Akgün Mensur Akgün et Aydın Turan, *Türkiye-Rusya İlişkilerindeki Yapısal Sorunlar ve Çözüm Önerileri*, TÜSİAD Yayınları, İstanbul, 1999, p. 27.
18. Aktürk şener, "Counter Hegemonic Visions and Reconciliation through the Past: The Case of Turkish Eurasianism", *Ab Imperio* 4, 2004, p. 207-238. [http://home.ku.edu.tr/~sakturk/akturk\\_2004\\_ab\\_imperio\\_counterhegemonic\\_visions.pdf](http://home.ku.edu.tr/~sakturk/akturk_2004_ab_imperio_counterhegemonic_visions.pdf).
19. Öniş Ziya, "Turkey in the Post-Cold War Era: In Search of Identity", *Middle East Journal*, 49 (1), 1995, p. 48-68. <https://www.jstor.org/stable/4328771>.
20. Sur la similitude de cette situation, cf. Yerasimos Stéphane, « Caucase : le retour de la Russie », *Politique étrangère*, 1994, 59-1, p. 59-86. DOI : 10.3406/polit.1994.4248.
21. Nikonov, Vyacheslav. « La Russie et l'Occident : des illusions au désenchantement », *Critique internationale*, 12(3), 2001, p. 175-191. DOI : 10.3917/crui.012.0175.
22. Yanik Lerna, "Allies or Partners ? An Appraisal of Turkey's Ties to Russia, 1991-2007", *East European Quarterly* XLI (3) 2007, p. 349-370. <http://hdl.handle.net/11693/23387>.
23. Sezer Duygu, "Turkish-Russian Relations in the 1990s: From Adversity to 'Virtual Rapprochement'", Makovsky Alan et Sayari Sabri (éds.), *Turkey's New World: Changing Dynamics in Turkish Foreign Policy*, Washington Institute for Near East Policy Papers, Washington D.C., 2000, p. 92-115, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/turkeys-new-world-changing-dynamics-in-turkish-foreign-policy>; Bazoğlu Sezer Duygu, "Russia: The Challenges of Reconciling Geopolitical Competition with Economic Partnership", in Rubin Barry et Kirişçi Kemal (éds.), *Turkey in World Politics: An Emerging Multiregional Power*, Lynne Rienner Publications, Londres, 2001, p. 151-2.

24. Kınıklioğlu Suat et Morkva Valeriy, "The Anatomy of Turkish-Russian Relations", *Southeast European and Black Sea Studies* 7(4) 2007, p. 533-553. DOI : 10.1080/14683850701726013.
25. Hill Fiona et Taşpınar Ömer, "Turkey and Russia: Axis of Excluded", *Survival*, 48(1), 2006, p. 81. DOI : 10.1080/00396330600594256.
26. Cette expression a été utilisée particulièrement dans les années 1990 pour désigner les activités d'individus issus de pays voisins de la Turquie (Roumanie, Bulgarie, Russie) qui se rendaient à Istanbul pour y effectuer de multiples achats (textiles, confection, produits alimentaires, savons...) Sur ce point cf. Gangloff Sylvie et Pérouse Jean-François, *La présence roumaine à Istanbul, une chronique de l'éphémère et de l'invisible*, IFEA, Istanbul, [Dossiers de l'IFEA – La Turquie aujourd'hui 8], 2001. DOI : 10.4000/books.ifeagd.154.
27. BOTAŞ est l'abréviation de *Boru Hatları ile Petrol Taşıma Anonim şirketi*, qu'on peut traduire par « Société anonyme de transport de pétrole par pipeline ». Fondée en 1974, cette société appartient à l'État turc.
28. Çelikpala Mitat, "Rusya Federasyonu ile İlişkiler", in Baskın Oran (éd.), *Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar*, Cilt III 2001-2012, İletişim Yayınları, İstanbul, 2013, p. 545.
29. Au moment de la disparition de l'ex-URSS, l'un des seuls centres spécialisés sur le Caucase et l'Asie centrale (*Türkiyat Araştırma Enstitüsü*, Institut de recherches turciques) se trouvait à l'Université de Marmara (Istanbul) et il était animé par des universitaires, dont les sympathies nationalistes étaient de notoriété publique.
30. Süha Bölükbaşı, "Ankara's Baku-Centered Transcaucasia Policy: Has It Failed", *The Middle East Journal*, No.51, Sayı.1, (1997), s.80-94. Voir également Philip Robins, "Between Sentiment and Self-Interest: Turkey's Policy toward Azerbaijan and the Central Asian States", *Middle East Journal*, No. 47, Sayı.4, (1993), s. 593-610.
31. Çandar Cengiz, "Rusya ile Yeni Dönem", *Sabah*, 10 septembre 1993.
32. Çandar Cengiz, "Türkiye, Rusya'nın yedeğinde 'tehlikeli sulara' mı sürükleniyor ?", *Sabah*, 11 septembre 1993.
33. Olson Robert, *Türkiye'nin Suriye, İsrail ve Rusya ile İlişkileri : 1979-2001*, Trad. Süleyman Elik, Orient, Ankara, 2005, p. 85-128.
34. "Chernishev calls for mutual confidence between Turkey & Russia: 'Neither side should play ethnic cards'", *Turkish Daily News*, 17 mars 1994.
35. Sur la question de l'eurasisme, cf. Bilener Tolga, *La Turquie et la Chine : une nouvelle convergence en Eurasie ?*, L'Harmattan, Paris, 2019, p. 124 et s.
36. Aktürk Şener, "Türk-Rus İlişkilerinin Realist Bir Değerlendirmesi, 2002-2012 :Zirveden Dibe mi ?", *Hazar Raporu* (Bahar), 2013, p. 55-70. <https://istihbaratsahasi.files.wordpress.com/2013/06/trk-rus-ilikilerinin-realist-bir-deerlendirmesi-2002-2012-zirveden-dibe-mi.pdf>.
37. Erşen Emre, "Geopolitical Traditions in Turkey: Turkish Eurasianism", in Bassin Mark et Pozo Gonzalo (éds.), *The Politics of Eurasianism: Identity, Popular Culture and Russia's Foreign Policy*, Rowman and Littlefield, Londres, 2017, p. 263-281, [https://www.academia.edu/31262512/Geopolitical\\_Traditions\\_in\\_Turkey\\_Turkish\\_Eurasianism](https://www.academia.edu/31262512/Geopolitical_Traditions_in_Turkey_Turkish_Eurasianism); Marcou Jean, « La politique turque de voisinage », *EurOrient* 35-36, novembre 2011, p. 163-180. <https://signal.sciencespo-lyon.fr/article/338136>.
38. "Stratejik ortaklık önerisi", *Milliyet*, 17 décembre 1997.
39. Kohen Sami, "Bir 'stratejik ortaklık' daha", *Milliyet*, 17 décembre 1997.
40. Doğan Yalçın, "Ver helikopteri, al elektriği", *Milliyet*, 26 octobre 2000 ; Bila Fikret, "Kasyanov'un ziyareti", *Milliyet*, 26 octobre 2000.
41. Acar Özgen, "Ankara-Moskova-Orta Asya Stratejik Üçgeni", *Cumhuriyet*, 11 septembre 2001. <https://www.cumhuriyetarsivi.com/katalog/192/sayfa/2001/9/11/10.xhtml>.
42. "Oldu Bittiği Kabul Etmeyiz", *Cumhuriyet*, 15 octobre 2001.
43. Kohen Sami, "Rusya ile yeni ortaklık", *Milliyet*, 23 novembre 2001.

44. İlhan Attila, "Rusya ile 'Çok Boyutlu Ortaklık' Anlaşması", *Cumhuriyet*, 3 décembre 2001, <https://www.cumhuriyetarsivi.com/katalog/192/sayfa/2001/12/3/18.xhtml>; İlhan Attila, "Rusya Anlaşması, Neden Önemli ?", *Cumhuriyet*, 5 décembre 2001.
45. İlhan Attila, "Rusya Anlaşması, Neden Önemli ?", *Cumhuriyet*, 5 décembre 2001.
46. "Türkiye'nin şanghay Örgütüne Adım Atması", *Aydınlık*, 18 novembre 2001.
47. Aktürk şener, "Turkish-Russian Relations after the Cold War (1992-2002)", *Turkish Studies* 7(3), 2006, p. 337-364. DOI : 10.1080/14683840600891034.
48. Kirişçi Kemal, "The Transformation of Turkish Foreign Policy: The Rise of the Trading State", *New Perspectives on Turkey* 40, 2009, p. 29-57. DOI: 10.1017/S0896634600005203.
49. Hill Fiona et Taşpınar Ömer, "Turkey and Russia: Axis of Excluded", *Survival* 48(1), 2006, p. 89. DOI: 10.1080/00396330600594256.
50. Erşen Emre, "The Evolution of 'Eurasia' as a Geopolitical Concept in Post-Cold War Turkey", *Geopolitics* 18, 2013, p. 34. DOI: 10.1080/14650045.2012.665106.
51. Gül Abdullah, "Turkey: 500 Years of Diplomatic Relations", *International Affairs* (Moscow), 50/3, 2004, p. 150.
52. Aras Bülent et Fidan Hakan, "Turkey and Eurasia: Frontiers of a New Geographic Imagination", *New Perspectives on Turkey* 40, 2009, p. 202-203. DOI : 10.1017/S0896634600005276.
53. Erşen Emre, "The Evolution of 'Eurasia' as a Geopolitical Concept in Post-Cold War Turkey", *Geopolitics* 18, 2013, p. 39. DOI : 10.1080/14650045.2012.665106.
54. Öniş Ziya et Yılmaz şuhnaz, "Between Europeanisation and Euro-Asianism: Foreign Policy Activism in Turkey During the AKP Era". *Turkish Studies* 10(1), 2009, p. 13. DOI: 10.1080/14683840802648562.
55. Imanov Vügar, *Avrasyacılık: Rusya'nın Kimlik Arayışı*, Küre Yayınları, İstanbul, 2008; Bilgin Pınar et Bilgiç Ali, "Turkey's new Foreign Policy toward Eurasia", *Eurasian Geography and Economics* 52(2), 2011. <http://yoksis.bilkent.edu.tr/pdf/files/10.2747-1539-7216.52.2.173.pdf>.
56. Aras Bülent et Fidan Hakan, "Turkey and Eurasia: Frontiers of a New Geographic Imagination", *New Perspectives on Turkey* 40, 2009, p. 212. DOI : 10.1017/S0896634600005276.
57. Torbakov Igor, "Making Sense of the Current Phase of Turkish-Russian Relations", *Occasional Paper*, The Jamestown Foundation, Washington, 2007, p. 5. <https://jamestown.org/wp-content/uploads/2007/10/Torbakov-OP.pdf>.
58. Aktürk şener, "Türk-Rus İlişkilerinin Realist Bir Değerlendirmesi, 2002-2012 : Zirveden Dibe mi ?", *Hazar Raporu* (Bahar), 2013, p. 58. <https://istihbaratsahasi.files.wordpress.com/2013/06/trk-rus-ilikilerinin-realist-bir-deerlendirmesi-2002-2012-zirveden-dibe-mi.pdf>.
59. Yanık Lerna, "Allies or Partners? An Appraisal of Turkey's ties to Russia, 1991-2007", *East European Quarterly* XLI (3) : 2007, p. 349-370. <http://hdl.handle.net/11693/23387>.
60. Torbakov Igor, "Making Sense of the Current Phase of Turkish-Russian Relations", *Occasional Paper*, The Jamestown Foundation, Washington, 2007, p. 6. <https://jamestown.org/wp-content/uploads/2007/10/Torbakov-OP.pdf>.
61. Yetkin Murat, "Bu ziyaretin önemi büyük", *Radikal*, 7 décembre 2004. <http://www.radikal.com.tr/yazarlar/murat-yetkin/bu-ziyaretin-onemi-buyuk-730954/>.
62. Sur ce grand jeu, cf. Öztürk Asiye. « Injection d'énergie dans les relations russo-turques. La coopération énergétique entre deux rivaux géopolitiques », *Outre-Terre* 27(1), 2011, p. 321-328. DOI : 10.3917/oute.027.0321.
63. Çelikpala Mitat, "Rusya Federasyonu ile İlişkiler", in Baskın Oran (éd.), *Türk Dış Politikası : Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar*, Cilt III : 2001-2012, İletişim Yayınları, İstanbul, 2013, p 532-559.
64. BOTAŞ (Boru Hatları ve ile Petrol Taşıma Anonim şirketi - Société anonyme de transport de pétrole par pipeline) est la grande compagnie turque d'Etat de transport de pétrole et de gaz par pipelines.

65. L'Iran avec une part d'environ 15 % et l'Azerbaïdjan avec une part d'environ 12 %, suivent la Russie.
66. Sur ce thème, cf. Jabbour Jana et Rebière Noémie, « La Turquie au cœur des enjeux géopolitiques et énergétiques régionaux », *Confluences Méditerranée* 91(4), 2014, p. 33-51. DOI : 10.3917/come.091.0033.
67. "Turkey 'a reliable partner for Russia'", *Hürriyet Daily News*, 14 décembre 2014. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-a-reliable-partner-for-russia-75944>.
68. "Rusya'ya 'yılbaşı hediyesi' Güney Akım Boru Hattı izni", *Milliyet*, 29 décembre 2011, <http://www.milliyet.com.tr/rusya-ya-yilbasi-hediyesi-guney-akim-boru-hatti-izni/ekonomi/ekonomidetay/29.12.2011/1481725/default.htm>.
69. Sur cette concurrence, cf. Lavergne Delphine. « Nabucco est mort ? Vive le corridor Sud ! », *Revue internationale et stratégique* 86(2), 2012, p. 38-48. DOI : 10.3917/ris.086.0038. Voir aussi : Laïdi Zaki (éd.), *Quelle perspective pour Nabucco et South Stream ?*, rapport réalisé pour le Conseil français de l'énergie, avec la participation d'Adina Crișan-Revol et de Florent Parmentier, publié par Sciences Po, Centre d'études européenne, 2010. [http://www.wec-france.org/DocumentsPDF/RECHERCHE/Contrat56\\_Rapportfinal.pdf](http://www.wec-france.org/DocumentsPDF/RECHERCHE/Contrat56_Rapportfinal.pdf).
70. « Poutine renonce à construire le gazoduc South Stream », *Les Échos*, 2 décembre 2014. <https://www.lesechos.fr/2014/12/poutine-renonce-a-construire-le-gazoduc-south-stream-314698>.
71. Sur le TANAP, cf. le site officiel du TANAP <http://www.tanap.com/>, voir aussi : Demiryol Tolga. "The Geopolitics of Energy Cooperation between Turkey and the European Union", *L'Europe en formation* 367(1), 2013, p. 109-134. DOI: 10.3917/eufor.367.0109.
72. "EU says new energy sources crucial after South Stream", *Capital Business*, 2 décembre 2014. <https://www.capitalfm.co.ke/business/2014/12/eu-says-new-energy-sources-crucial-after-south-stream/>.
73. Ce nom est un hommage appuyé à l'ingénieur d'origine serbe Nikola Tesla, connu pour ses travaux sur l'adoption du courant alternatif, permettant le transport et la distribution d'électricité.
74. L'accord de 1984 a été résilié le 5 juin 2012 afin d'assurer une diversification et une baisse des prix.
75. "Samsun-Ceyhan petrol boru hattı diye bir proje yok", *Enerji Enstitüsü*, 3 septembre 2011, <http://enerjiensitüsü.de/2011/09/03/samsun-ceyhan-btc-baku-tiflis-dogalgaz-rusya-petrol-boru-hatti-diye-bir-proje-yok/>.
76. Il est prévu que la centrale soit composée de 4 réacteurs d'une capacité de 1,2 GW chacun, et ait au total une puissance de 4,8 GW. Cf. <http://www.akkunpp.com/>.
77. "Erdoğan: Turkey wants to start Sinop nuclear plant construction", *Hürriyet Daily News*, 10 juin 2017. <http://www.hurriyetdailynews.com/erdogan-turkey-wants-to-start-sinop-nuclear-plant-construction-115338>.
78. Çellikcan Erdiñç, "Locals, environmentalists protest Turkey's third nuclear plant in İğneada", *Hürriyet Daily News*, 16 octobre 2015. <http://www.hurriyetdailynews.com/locals-environmentalists-protest-turkeys-third-nuclear-plant-in-igneada-89992>.
79. "Japanese Mitsubishi to scrap Turkey nuclear project: Report", *Hürriyet Daily News*, 4 décembre 2018. <http://www.hurriyetdailynews.com/japanese-mitsubishi-to-scrap-turkey-nuclear-project-report-139421>.
80. Cf. *Turkey's imports, exports trade balance by country, 2017 - World Integrated Trade Solution*, <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/TUR/Year/2017/TradeFlow/EXPIMP/Partner/RUS/Product/All-Groups>.
81. Sur ce sujet voir : Des Grottes Alban, « Istanbul, capitale éphémère de la mer Noire », *OVIPOT*, 13 août 2007 <https://ovipot.hypotheses.org/290>.



82. Aktürk Şener, “Türk-Rus İlişkilerinin Realist Bir Değerlendirmesi, 2000-2012 : Zirveden Dibe mi ?”, *Hazar Raporu* (Bahar), 2013. <https://istihbaratsahasi.files.wordpress.com/2013/06/trk-rus-ilikilerinin-realist-bir-deerlendirmesi-2002-2012-zirveden-dibe-mi.pdf>.
83. Sur ce point, cf. Marcou Jean, « Après le conflit en Géorgie et les reconnaissances russes, la politique étrangère turque traverse une passe délicate », *OVIPO* 30 août 2008 <https://ovipot.hypotheses.org/618>.
84. Le président turc est même fait docteur *honoris causa* de l’Université d’État de Kazan, cf. “Cumhurbaşkanı Gül’e Kazan Devlet Üniversitesi’nden Fahri Doktora”, *Site d’Abdullah et de Hayrünnisa Gül*, 12 février 2009 <http://www.abdullahgul.gen.tr/haberler/170/47771/cumhurbaskani-gule-kazan-devlet-universitesinden-fahri-doktora.html>.
85. Imanov Vügar, “Türkiye’nin Rusya Politikası 2011”, in Duran Burhanettin, İnât Kemal et Usul Ali Resul (éds.), *Türk Dış Politikası Yıllığı 2011*, SETA Yayınları, Ankara, 2012, p. 471-480. <https://www.setav.org/turk-dis-politikasi-yilligi-2011/>.
86. Imanov Vügar, “Türkiye’nin Rusya Politikası 2011”, in Duran Burhanettin, İnât Kemal et Usul Ali Resul (éds.), *Türk Dış Politikası Yıllığı 2011*, SETA Yayınları, Ankara, 2012, p. 465. <https://www.setav.org/turk-dis-politikasi-yilligi-2011/>.
87. Le *Diyanet işleri başkanlığı* (direction des affaires religieuses) est une instance publique, placée sous le contrôle du pouvoir exécutif, qui administre, en Turquie, la religion majoritaire, c’est-à-dire le sunnisme hanéefite.
88. Imanov Vügar, “Türkiye’nin Rusya Politikası 2011”, in Duran Burhanettin, İnât Kemal et Usul Ali Resul (éds.), *Türk Dış Politikası Yıllığı 2011*, SETA Yayınları, Ankara, 2012, p. 457-496. <https://www.setav.org/turk-dis-politikasi-yilligi-2011/>.
89. Hacıoğlu Nerdun, “Putin upsets Erdoğan by making him wait for meeting: Report”, *Hürriyet Daily News*, 15 juin 2015. <http://www.hurriyetdailynews.com/putin-upsets-erdogan-by-making-him-wait-for-meeting-report-84002>.
90. On peut consulter à ce sujet les déclarations faites par le ministère des Affaires étrangères. À titre d'exemple cf. “Kırım’da Düzenlenen Referandum Hk.”, T.C. Dışişleri Bakanlığı Güncel Açıklamalar, No :86, 17/03/2014, [http://www.mfa.gov.tr/no\\_-86\\_-17-mart-2014\\_-kirim-da-duzenlenen-referandum-hk.tr.mfa](http://www.mfa.gov.tr/no_-86_-17-mart-2014_-kirim-da-duzenlenen-referandum-hk.tr.mfa) ; “Kırım’daki Son Gelişmeler Hk.” Güncel Açıklamalar, No :77, 06/03/2014, [http://www.mfa.gov.tr/no\\_-77\\_-6-mart-2014\\_-kirim-daki-son-gelismeler-hk.tr.mfa](http://www.mfa.gov.tr/no_-77_-6-mart-2014_-kirim-daki-son-gelismeler-hk.tr.mfa).
91. Sur cette question, cf. Paris Gilles, « Le jour où Obama avait effacé sa “ligne rouge” sur la Syrie », *Le Monde*, 7 avril 2017. [https://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/07/le-jour-ou-barack-obama-avait-efface-sa-ligne-rouge-sur-la-syrie\\_5107363\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2017/04/07/le-jour-ou-barack-obama-avait-efface-sa-ligne-rouge-sur-la-syrie_5107363_3210.html).
92. Rob Crilly, “Russia ‘is Building Military Base in Syria’”, *The Telegraph*, 5 septembre 2015. <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/syria/11846382/Russia-is-building-military-base-in-Syria.html>.
93. Le président turc parle ici des réfugiés syriens.
94. “Cumhurbaşkanı Erdoğan, Putin ile birlikte Moskova Merkez Camii’nin açılışını yaptı”, *Hürriyet*, 23 novembre 2015. <http://www.hurriyet.com.tr/cumhurbaskani-erdogan-putin-ile-birlikte-moskova-merkez-camiinin-acilisini-yapti-30146277>.
95. “Cumhurbaşkanı Erdoğan’dan Rusya açıklaması”, *NTV*, 4 octobre 2015, <http://www.ntv.com.tr/turkiye/cumhurbaskani-erdogandan-rusya-aciklamasi,rmUYtZDD3EK574I6kpw1A>.
96. “Rusya Türkiye’yi kaybederse çok şey kaybeder”, *TRT HABER*, 6 novembre 2015. <http://www.trthaber.com/haber/gundem/rusya-turkiyeyi-kaybederse-cok-sey-kaybeder-207330.html>.
97. “Putin çok ağır konuştu : Terör işbirlikçileri tarafından sırtımızdan bıçaklandık”, *Diken*, 24 novembre 2015. <http://www.diken.com.tr/putin-cok-agir-konustu-teror-isbirlikcileri-tarafindan-sirtimizdan-bicaklandik/>.

98. “Uçak krizi patladığından beri Erdoğan ve Putin neler söylediler?”, *CNN Türk*, 30 novembre 2015. <https://www.cnnturk.com/dunya/ucak-krizi-patladigindan-beri-erdogan-ve-putin-neler-soylediler>.
99. “Putin refuses contacts with Erdoğan as Turkey not ready to apologize: Kremlin aide”, *Reuters* 27 November 2015. <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-putin-turkey/putin-refuses-contacts-with-erdogan-as-turkey-not-ready-to-apologize-kremlin-aide-idUSKBN0TG1CK20151127>.
100. Sur ce point cf. « La Russie accuse Erdoğan et sa famille de trafic avec Daech », *Le Point*, 2 décembre 2015. [https://www.lepoint.fr/monde/la-russie-accuse-erdogan-et-sa-famille-de-traffic-avec-daech-02-12-2015-1986631\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/la-russie-accuse-erdogan-et-sa-famille-de-traffic-avec-daech-02-12-2015-1986631_24.php).
101. On observe d’ailleurs que la Turquie bloquera l’accès à certains de ces médias russes, cf. “Turkey blocks Russia’s Sputnik news website”, *Hürriyet Daily News*, 15 avril 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-blocks-russias-sputnik-news-website--97844>.
102. “Turkish FM slams Russia’s missile ‘provocation’ in Bosphorus”, *Hürriyet Daily News*, 6 décembre 2015. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkish-fm-slams-russias-missile-provocation-in-bosphorus-92121>.
103. “Turkey satisfied with NATO’s swift support over Russian airspace violation”, *Hürriyet Daily News*, 1 février 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-satisfied-with-natos-swift-support-over-russian-airspace-violation--94577>.
104. “Turkish PM, president congratulate Russian counterparts for National Day: Report”, *Hürriyet Daily News*, 14 juin 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkish-pm-president-congratulate-russian-counterparts-for-national-day-report-100473>.
105. “Turkey needs to take steps to mend ties, Kremlin says”, *Hürriyet Daily News*, 15 juin 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-needs-to-take-steps-to-mend-ties-kremlin-says--100513>.
106. Çetiner Çetin, “Rusya ile Normalleşmede 9 Adım,” *Yeni şafak*, 17 juin 2016. <https://www.timeturk.com/rusya-ile-dokuz-adimda-normallesme/haber-171625>.
107. “Turkey, Russia take step to mend ties, FM to go to Russia”, *Hürriyet Daily News*, 27 juin 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-russia-take-step-to-mend-ties-fm-to-go-to-russia--100969>.
108. Özer Verda, “Bana mert derdi”, *Hürriyet*, 2 décembre 2015. <http://www.hurriyet.com.tr/bana-mert-derdi-40021650>.
109. Pour la bonne compréhension de cette réaction, il faut préciser ici que, sur les hauts plateaux de l’Est anatolien, région importante d’élevage bovin et ovin dont Erzurum est l’une des villes, les paysans se chauffent à la bouse séchée.
110. “Davutoğlu : Rusya’nın yaptırımlarını beklenmedik afet gibi değerlendirin”, *Birgün*, 2 décembre 2015, <http://www.birgun.net/haber-detay/davutoglu-rusya-nin-yaptirimlarini-beklenmedik-afet-gibi-degerlendirin-96680.html>.
111. “Rusya’dan ‘Türkiye’ açıklaması”, *Hürriyet*, 8 octobre 2015, <http://www.hurriyet.com.tr/rusyadan-turkiye-aciklamasi-30263773>.
112. “Davutoğlu : Rusya’nın yaptırımlarını beklenmedik afet gibi değerlendirin”, *Birgün*, 2 décembre 2015, <http://www.birgun.net/haber-detay/davutoglu-rusya-nin-yaptirimlarini-beklenmedik-afet-gibi-degerlendirin-96680.html>.
113. Özdal Habibe, “Türk-Rus İlişkilerinin En Zorlu Sınavı”, *Analist* 58, décembre 2015, p. 100-101.
114. “Davutoğlu : TANAP Projesi Avrupa’daki Dengeleri Değiştirecek”, *Sabah*, 3 décembre 2015.
115. “Number of Russian tourists visiting Antalya plunges 96 percent”, *Hürriyet Daily News*, 7 juin 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/number-of-russian-tourists-visiting-antalya-plunges-96-percent--100183>.

116. Sönmez Mustafa, "Russian risk pressing Turkey's economy", *Hürriyet Daily News*, 7 décembre 2015, <http://www.hurriyetdailynews.com/russian-risk-pressing-turkeys-economy--92143>;  
Sönmez Mustafa, "Cost of Russian crisis continues to rise", *Hürriyet Daily News*, 7 mars 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/cost-of-russian-crisis-continues-to-rise-96107>.
117. Université Kadir Has "2016 Türk Dış Politikası Kamuoyu Algıları Araştırması", <http://www.khas.edu.tr/news/1367>.
118. Les YPG (*Yekîneyên Parastina Gel* – Unités de protection du peuple) sont les milices du PYD (*Partiya Yekîteya Demokrat* – Parti de l'Union démocratique), qui dirige le Kurdistan syrien (ou Rojava) et qui est proche du PKK.
119. Sur ce point cf. Marcou Jean, « La Turquie en quête d'un nouveau positionnement au Moyen-Orient », *Politique étrangère*, N° 2 – Été 2016, p. 63-73. DOI : 10.3917/pe.162.0063.
120. "Turkey and Russia can't sacrifice each other, says gov't spokesman", *Hürriyet Daily News*, 30 mai 2016, <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-and-russia-cant-sacrifice-each-other-says-govt-spokesman-99831>; "Russia is Turkey's 'eternal neighbor': Turkish PM", *Hürriyet Daily News*, 4 juillet 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/russia-is-turkeys-eternal-neighbor-turkish-pm-101229>.
121. "New PM signals shift in foreign policy: More friends than enemies", *Hürriyet Daily News*, 24 mai 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/new-pm-signals-shift-in-foreign-policy-more-friends-than-enemies-99616>.
122. "6-year Turkish-Israeli crisis ends with deal", *Hürriyet Daily News*, 27 juin 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/6-year-turkish-israeli-crisis-ends-with-deal-100953>.
123. "Turkey thanks Putin for unconditional support over coup attempt", *Hürriyet Daily News*, 25 juillet 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-thanks-putin-for-unconditional-support-over-coup-attempt---102062>.
124. Jégo Marie, « Le tournant stratégique de la Turquie d'Erdoğan », *Le Monde*, 13 juillet 2019. [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/07/13/le-tournant-strategique-de-la-turquie-d-erdogan\\_5489012\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/07/13/le-tournant-strategique-de-la-turquie-d-erdogan_5489012_3210.html).
125. "Russia, Turkey pledge to put ties on track", *Hürriyet Daily News*, 9 août 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/russia-turkey-pledge-to-put-ties-back-on-track-102656>.
126. "Erdoğan, Putin talk over Syria in separate meeting", *Hürriyet Daily News*, 9 août 2016. <http://www.hurriyetdailynews.com/erdogan-putin-talk-over-syria-in-separate-meeting-102670>.
127. al-Khateb Khaled, "Turkish-supported public services flourish in Euphrates Shield area", *Al Monitor*, 17 septembre 2018. <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/09/euphrates-shield-area-turkish-government-bab-city-jarablus.html>.
128. Yackley Ayla Jean, "Turkey US agree to coordinate on Syrian buffer zone", *Al Monitor*, 8 août 2019. <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/08/turkey-us-agree-syria-buffer-zone.html>.
129. Marcou Jean, « Turquie entre mutations politiques intérieures et changement d'axe stratégique », *Diplomatie*, N° 101, p. 12 à 16. <https://www.arenion24.news/2020/01/06/la-turquie-entre-mutations-politiques-interieures-et-changement-daxe-strategique/>.
130. Semenov Kiril, "How can Russia Turkey reach a deal in Idlib?", *Al Monitor*, 26 août 2019. <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/08/russia-turkey-idlib-syria-sochi-agreement.html>.
131. Frolov Vladimir, "Our Man in NATO, Why Poutine Lucked out with Recep Erdoğan", *The Moscow Times*, 15 avril 2019, <https://www.themoscowtimes.com/2019/04/15/our-man-in-nato-why-putin-lucked-out-with-recep-erdogan-a65237>; Idiz Semih, "As Turkey drifts away from the US will Russia give it what he wants", *Al Monitor*, 18 avril 2019. <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/04/turkey-russia-will-moscow-give-ankara-what-it-wants.html>.
132. Çetingüleç Mehmet, "Turks, Russians partner on mega projects", *Al Monitor*, 12 juillet 2017, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/07/turkey-russia-accelerator-partners-for->

nuclear-power-plant.html; Chulkovskaya Yekaterina, "Putin, Erdoğan boost Russia-Turkey ties with TurkStream", *Al Monitor*, 21 novembre 2018. <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/11/russia-turkey-turkstream-energy.html>.

**133.** Sur cette affaire, cf. Bilener Tolga, *La Turquie et la Chine : une nouvelle convergence en Eurasie*, L'Harmattan, Paris, 2019, p. 112 ; <https://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=63323>. Marcou Jean, « L'affaire des missiles chinois », *OVIPOT*, 20 février 2015 <https://ovipot.hypotheses.org/10930>.

**134.** Avant même son fameux discours à l'Université du Caire, le 4 juin 2009, Barack Obama, nouvellement élu, avait prononcé son premier discours au Moyen-Orient, en Turquie, en s'exprimant le 6 avril 2009 devant le parlement turc.

**135.** "Turkey understands NATO's concern on Russia S-400s", *Hürriyet Daily News*, 19 avril 2019. <http://www.hurriyetdailynews.com/turkey-understands-natos-concern-on-russian-s-400s-142776>.

**136.** "Trump says he does not blame Turkey for S-400 system", *Anadolu Agency*, 27 juillet 2019. <https://www.aa.com.tr/en/americas/trump-says-he-does-not-blame-turkey-for-s-400-system/1542631>.

**137.** Demirtaş Serkan, "Erdoğan's message to Washington from Moscow", *Hürriyet Daily News*, 28 août 2019. <http://www.hurriyetdailynews.com/opinion/serkan-demirtas/erdogans-message-to-washington-from-moscow-146108>.

**138.** On observe que, lors de la même visite, Recep Tayyip Erdoğan s'est vu aussi proposer par les Russes l'envoi d'un cosmonaute turc dans l'espace. Cf. "Russia offers Turkey to send astronaut to space station", *Anadolu Agency*, 28 août 2019. <https://www.aa.com.tr/en/europe/russia-offers-turkey-to-send-astronaut-to-space-station/1566682>.

**139.** "Annexation of Crimea illegal: Erdoğan", *Hürriyet Daily News*, 8 août 2019. <http://www.hurriyetdailynews.com/annexation-of-crimea-illegal-erdogan-145605>.

**140.** Demirtaş Serkan, "Putin dissatisfies Erdoğan on Idlib", *Hürriyet Daily News*, 31 août 2019. <http://www.hurriyetdailynews.com/opinion/serkan-demirtas/putin-dissatisfies-erdogan-on-idlib-146198>.

**141.** Chulkovskaya Yekaterina, "Russia, Turkey seek to seize 'cooperation momentum'", *Al Monitor*, 29 juillet 2019. <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/07/russia-turkey-bilateral-cooperation.html>.

**142.** cf. Marcou Jean, « La Turquie et son nouvel "allié" russe », *Orients stratégiques* 9, Juillet 2019, p. 45-55. <https://www.ifea-istanbul.net/index.php/fr/publications/3179-orient-strategiques-9-la-turquie-et-ses-nouveaux-allies>.

**143.** Gurcan Metin, "With each Erdoğan visit, Ankara grows more indebted to Moscow", *Al Monitor*, 29 août 2019. <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/08/turkey-russia-erdogan-ankara-grows-indebted-to-moscow.html>.

## AUTEURS

### MITAT ÇELIKPALA

Professeur au département de relations internationales de l'Université Kadir Has, Istanbul,  
Turquie  
[mitat@khas.edu.tr](mailto:mitat@khas.edu.tr)

**JEAN MARCOU**

Professeur à Sciences Po Grenoble, France

Chercheur associé à l'IFEA, Istanbul, Turquie

[jean.marcou@iepg.fr](mailto:jean.marcou@iepg.fr)